

Le président

Arras, le 19 mai 2022

Dossier suivi par : Aurélie Gillet, greffière
T. 03 21 50 75 90
Mél. : hdf-greffe@crtc.ccomptes.fr

Réf. : ROD2 2021-0002
Greffe/N° 2022-675

P.J. : 1 rapport d'observations définitives

Objet : notification du rapport d'observations définitives
et de sa réponse.

Envoi dématérialisé avec accusé de réception
(article R. 241-9 du code des juridictions financières)

Madame le Maire,

Je vous prie de bien vouloir trouver, ci-joint, le rapport comportant les observations définitives de la chambre consacré, notamment, à l'intercommunalité, relatif à la gestion de la commune de Beuvry concernant les exercices 2016 et suivants, ainsi que votre réponse.

Je vous rappelle que ce document revêt un caractère confidentiel qu'il vous appartient de protéger jusqu'à sa communication à votre assemblée délibérante. Il conviendra de l'inscrire à l'ordre du jour de sa plus proche réunion, au cours de laquelle il donnera lieu à débat. Dans cette perspective, le rapport et la réponse seront joints à la convocation adressée à chacun de ses membres.

Dès la tenue de cette réunion, ce document pourra être rendu public, dans les conditions fixées par le code des relations entre le public et l'administration.

Madame Nadine Lefebvre
Maire de la commune de Beuvry
Mairie
Place de la Liberté
62660 – BEUVRY
Mél. : nadine.lefebvre-delroise@wanadoo.fr

.../...

En application de l'article R. 243-14 du code des juridictions financières, je vous demande d'informer le greffe de la date de la plus proche réunion de votre assemblée délibérante et de lui communiquer en temps utile copie de son ordre du jour.

Par ailleurs, je vous précise qu'en application des dispositions de l'article R. 243-17 du code précité, le rapport d'observations et la réponse jointe sont transmis au préfet ainsi qu'au directeur départemental des finances publiques.

Enfin, j'appelle votre attention sur le fait que l'article L. 243-9 du code des juridictions financières dispose que *« dans un délai d'un an à compter de la présentation du rapport d'observations définitives à l'assemblée délibérante, l'ordonnateur de la collectivité territoriale ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre présente, dans un rapport devant cette même assemblée, les actions qu'il a entreprises à la suite des observations de la chambre régionale des comptes »*.

Il retient ensuite que *« ce rapport est communiqué à la chambre régionale des comptes, qui fait une synthèse annuelle des rapports qui lui sont communiqués. Cette synthèse est présentée par le président de la chambre régionale des comptes devant la conférence territoriale de l'action publique. Chaque chambre régionale des comptes transmet cette synthèse à la Cour des comptes en vue de la présentation prescrite à l'article L. 143-9 »*.

Dans ce cadre, vous voudrez bien notamment préciser les suites que vous aurez pu donner aux recommandations qui sont formulées dans le rapport d'observations, en les assortissant des justifications qu'il vous paraîtra utile de joindre, afin de permettre à la chambre d'en mesurer le degré de mise en œuvre.

Je vous prie d'agréer, Madame le Maire, l'expression de ma considération distinguée.



Frédéric Advielle



RAPPORT D'OBSERVATIONS DÉFINITIVES ET SA RÉPONSE

COMMUNE DE BEUVRY
dont enquête nationale sur l'intercommunalité
(Département du Pas-de-Calais)

Exercices 2016 et suivants

Le présent document, qui a fait l'objet d'une contradiction avec les destinataires concernés,
a été délibéré par la chambre le 13 avril 2022.

TABLE DES MATIÈRES

SYNTHÈSE	2
RECOMMANDATIONS*	3
INTRODUCTION.....	4
1 PRÉSENTATION DE LA COMMUNE.....	5
1.1 Généralités	5
1.2 Le fonctionnement et l'organisation de la commune.....	6
1.2.1 Le conseil municipal.....	6
1.2.2 L'organisation des services et les ressources humaines	6
1.3 Les relations avec le centre communal d'action sociale	8
2 L'INTÉGRATION INTERCOMMUNALE	10
2.1 Les relations avec les structures intercommunales	10
2.1.1 Les compétences transférées à la CABBALR	10
2.1.2 Des relations qui demeurent complexes	11
2.1.3 Une faible participation aux actions de mutualisation.....	12
2.2 Les relations financières avec l'intercommunalité	13
3 LA LUTTE CONTRE LES INONDATIONS	15
3.1 Un dispositif avec des intervenants multiples et aux contours incertains.....	15
3.2 L'entretien du canal et des fossés	17
3.3 Les principales opérations et leur financement.....	18
3.3.1 L'aménagement du centre-ville : une maîtrise d'ouvrage déléguée à la commune.....	18
3.3.2 L'opération d'aménagement hydraulique du quartier du Quesnoy conduite directement par la commune.....	19
4 L'INFORMATION FINANCIÈRE ET LA FIABILITÉ DES COMPTES	21
4.1 La qualité de l'information financière	21
4.2 La qualité de l'information comptable.....	22
4.2.1 L'encours de dette.....	22
4.2.2 Les restes à réaliser.....	22
4.2.3 Le patrimoine communal	23
5 LA SITUATION FINANCIÈRE.....	24
5.1 L'évolution des produits et des charges de gestion	24
5.1.1 Les produits	24
5.1.2 Les charges	26
5.2 La capacité d'autofinancement et le financement de l'investissement.....	27
5.3 Les principales dépenses d'équipement.....	28
5.4 Les perspectives financières	29
5.4.1 L'exécution du budget 2021	29
5.4.2 Les conséquences de la crise sanitaire en 2020	29
5.4.3 Les tendances 2022 à 2025	31
ANNEXES	34

SYNTHÈSE

Membre de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, la commune de Beuvry (Pas-de-Calais), dont le territoire se caractérise par des indicateurs socio-économiques peu favorables, compte 9 500 habitants au 1^{er} janvier 2021 et dispose d'un budget de 7 M€ en dépenses réelles de fonctionnement.

La situation financière est très satisfaisante entre 2016 et 2020, avec une capacité d'autofinancement nette constamment positive, du fait de recettes de fonctionnement nettement supérieures aux dépenses. La collectivité bénéficie, en effet, de dotations de l'État supérieures à celles des communes comparables, ainsi que d'importants reversements de la structure intercommunale.

Sur l'ensemble de la période, ses ressources propres ont été suffisantes pour financer ses dépenses d'équipement (13,2 M€), qui témoignent d'une volonté forte d'investir et d'entretenir le patrimoine sans recourir à l'emprunt.

En 2020, sa situation financière n'a été que peu affectée par la crise sanitaire. Compte tenu de son important programme d'équipement, la commune pourrait utilement faire valider par l'assemblée délibérante un programme pluriannuel d'investissement qui traduise sa stratégie en termes de projet de territoire et de financement.

En dépit des compétences transférées à l'intercommunalité, les interventions de la commune n'ont pas été simplifiées. Elle a continué à adhérer à certains syndicats qui se sont maintenus et, par ailleurs, elle a pris à sa charge des opérations dont la nature paraît relever d'une dimension intercommunale.

De plus, elle n'a pas utilisé les services mutualisés mis en place par la communauté d'agglomération, à l'exception de la lutte contre l'habitat indigne.

Par ailleurs, la commune, qui appartient au bassin versant de la Lys, a été fortement exposée aux inondations, récemment en 2016 et 2021, causées par des débordements de cours d'eau, des phénomènes de ruissellement ou de remontées de nappe phréatique. Elle s'est trouvée, cependant, dans l'impossibilité de mobiliser des compétences et ressources externes pour l'entretien de certains ouvrages destinés à prévenir ce risque.

Cette situation illustre, dans les faits, la difficulté de distinguer les interventions au titre de la gestion des eaux pluviales urbaines et de la prévention des inondations (GEMAPI) de celles de la voirie communale. Si la communauté d'agglomération a pu confier, dans le cadre d'une convention de délégation, la réhabilitation des réseaux d'eaux pluviales urbaines à la commune, celle-ci a dû prendre en charge des travaux de prévention des risques d'inondation, en raison d'une répartition des missions qui n'est pas toujours bien établie.

RECOMMANDATIONS*

(classées dans l'ordre de citation dans le rapport)

Rappel au droit (régularité)

	<i>Totalement mis en œuvre</i>	<i>Mise en œuvre en cours</i>	<i>Mise en œuvre incomplète</i>	<i>Non mis en œuvre</i>	<i>Page</i>
Rappel au droit unique : publier l'ensemble des documents budgétaires sur le site internet de la commune, conformément aux dispositions des articles L. 2313-1 et R. 2313-8 du code général des collectivités territoriales.				X	22

Recommandations (performance)

	<i>Totalement mise en œuvre</i>	<i>Mise en œuvre en cours</i>	<i>Mise en œuvre incomplète</i>	<i>Non mise en œuvre</i>	<i>Page</i>
Recommandation n° 1 : établir une convention-cadre avec le centre communal d'action sociale (CCAS) de Beuvry, précisant les relations fonctionnelles et financières avec la commune.				X	9
Recommandation n° 2 : inscrire en restes à réaliser les seules dépenses ou recettes ressortant d'un engagement juridique devenu définitif au cours de l'exercice et qui n'ont pas encore fait l'objet de l'émission d'un mandat de paiement ou d'un titre de recettes.				X	23
Recommandation n° 3 : faire approuver par le conseil municipal le programme pluriannuel d'investissement et le plan de financement associé.				X	32

* Voir notice de lecture en bas de page.

NOTICE DE LECTURE	
SUR L'AVANCEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE DES RAPPELS AU DROIT ET DES RECOMMANDATIONS	
<i>Les recommandations de régularité (rappels au droit) et de performance ont été arrêtées après examen des réponses écrites et des pièces justificatives apportées par l'ordonnateur en réponse aux observations provisoires de la chambre.</i>	
Totalement mise en œuvre	L'organisme contrôlé indique avoir mis en œuvre la totalité des actions ou un ensemble complet d'actions permettant de répondre à la recommandation, même si les résultats escomptés n'ont pas encore été constatés.
Mise en œuvre en cours	L'organisme contrôlé affirme avoir mis en œuvre une partie des actions nécessaires au respect de la recommandation et indique un commencement d'exécution. L'organisme affirme, de plus, avoir l'intention de compléter ces actions à l'avenir.
Mise en œuvre incomplète	L'organisme contrôlé indique avoir mis en œuvre une partie des actions nécessaires sans exprimer d'intention de les compléter à l'avenir.
Non mise en œuvre	Trois cas de figure : - l'organisme contrôlé indique ne pas avoir pris les dispositions nécessaires mais affirme avoir l'intention de le faire ; - ou il ne précise pas avoir le souhait de le faire à l'avenir ; - ou il ne fait pas référence, dans sa réponse, à la recommandation formulée par la chambre.

INTRODUCTION

Le contrôle des comptes et de la gestion de la commune de Beuvry (Pas-de-Calais) à compter de l'exercice 2016 a été ouvert par lettre du président de la chambre, adressée le 30 juin 2021 à Mme Nadine Lefebvre, maire et ordonnateur depuis mars 2008.

Celui-ci a porté, essentiellement, sur la situation comptable et financière, notamment l'impact financier de la crise sanitaire, ainsi que sur la politique communale de lutte contre les inondations. Une attention particulière a été accordée aux relations entre la commune et son intercommunalité au titre d'une enquête nationale des juridictions financières.

L'entretien de fin de contrôle, prévu à l'article L. 243-1 du code des juridictions financières, s'est tenu avec la maire le 25 octobre 2021.

La chambre, dans sa séance du 23 novembre 2021, a arrêté des observations provisoires, qui ont été notifiées à cette dernière. Des extraits ont également été adressés au président de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, au président du syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVOM) de la communauté du béthunois, au directeur général de Voies navigables de France Nord-Pas-de-Calais et au président de l'établissement public territorial du bassin de la Lys.

Après avoir examiné leurs réponses, la chambre, lors de sa séance du 13 avril 2022, a arrêté les observations définitives suivantes.

1 PRÉSENTATION DE LA COMMUNE

1.1 Généralités

Située à l'est de Béthune, dans le département du Pas-de-Calais et membre de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane (CABBALR), la commune de Beuvry compte 9 500 habitants¹ au 1^{er} janvier 2021, en baisse de 2,9 % depuis 2019².

En raison de la présence d'un quartier prioritaire de la ville³, « Renaissance », situé sur Beuvry et Labourse, elle bénéficiera du sur-classement démographique dans la strate des communes de 10 000 à 20 000 habitants à compter du 1^{er} janvier 2022.

Ses indicateurs socio-économiques sont peu favorables, avec des taux de chômage (16 %)⁴ et de pauvreté (19 %) élevés qui sont, cependant, proches des moyennes à l'échelle intercommunale, respectivement, de 16,2 % et de 18,8 %. Seuls 47 % des ménages fiscaux sont imposés⁵.

Même si elle remplit ses obligations en matière de logements sociaux⁶, elle s'est fixée pour objectif de renforcer son offre avec un programme immobilier, comprenant notamment 45 habitations, dont 11 à vocation sociale, en cours de réalisation.

La commune compte, sur son territoire, une zone artisanale dite « Parc du Moulin », ainsi qu'un centre hospitalier. Elle dispose, également, de nombreux équipements culturels et sportifs, dont une école de gymnastique et une autre de musique, une médiathèque ainsi qu'une base nautique.

Par ailleurs, elle investit régulièrement en faveur de la rénovation énergétique de ses bâtiments. Elle porte, aussi, un projet d'implantation d'une centrale photovoltaïque sur le site d'une ancienne centrale thermique, transformé en friche.

Traversée par la Loosne, affluent de la Lawe (elle-même affluent de la Lys), Beuvry qui fait partie du bassin versant de la Lys, a mis dans ses priorités la lutte contre les inondations qui l'ont particulièrement touchées en 2012, 2016 et 2021. Elle partage avec Béthune un port fluvial, propriété des Voies navigables de France.

¹ Population totale (source INSEE).

² 9 776 habitants au 1^{er} janvier 2019 (source INSEE).

³ Quartier comptant 1 179 habitants, dont 987 à Beuvry.

⁴ Au 3^{ème} trimestre 2021, le taux de chômage dans la zone d'emploi de Béthune, à laquelle appartient la commune, est de 9,5 %.

⁵ 46,3 % pour la communauté d'agglomération (source : INSEE, 2019 dernière année disponible).

⁶ Source : ministère de la Transition écologique et commune (21 % de logements sociaux, soit 724 au total en 2020 et 825 au 1^{er} janvier 2021 selon la commune).

1.2 Le fonctionnement et l'organisation de la commune

1.2.1 Le conseil municipal

L'examen des délégations de pouvoirs accordées au maire par le conseil municipal et par le maire à ses adjoints et conseillers, ainsi que du règlement intérieur dudit conseil n'appelle pas d'observation.

Les taux des indemnités versées aux conseillers municipaux n'ont pas varié sur la période et sont conformes aux articles L. 2123- 22 et L. 2123-24 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Conformément à l'article L. 2312-1 dudit code, le budget de la commune, proposé par le maire, doit être adopté par le conseil municipal. Or, en l'espèce, ce n'est qu'à compter de l'exercice 2021 que l'assemblée délibérante a approuvé par délibération son budget. Précédemment, la collectivité ne procédait qu'à l'apposition des votes et signatures sur le document budgétaire, ce qui ne suffisait pas à le rendre exécutoire.

1.2.2 L'organisation des services et les ressources humaines

L'organigramme des services municipaux, régulièrement mis à jour, se décompose en cinq pôles, « administratif », « technique », « éducation-jeunesse-animations », « social » et « culturel ». Le centre communal d'action sociale, ainsi que la résidence « Le Rivage » appartiennent au pôle « social ».

Au moment du contrôle, plusieurs postes restaient à pourvoir au sein de l'effectif, dont celui de « responsable administration générale et service à la population » et celui dédié à la politique de la ville.

Le maire, auquel est rattachée la police municipale, créée en 2019, est assisté d'un collaborateur de cabinet⁷, dont les conditions de recrutement, ses fonctions et modalités de rémunération n'appellent pas d'observation.

L'ensemble des pôles et le service « communication » sont placés sous la responsabilité directe du directeur général des services, qui ne bénéficie pas d'une délégation de signature, à l'exception de celle liée à certains actes d'état civil. En matière de pilotage des ressources humaines, la commune dispose d'un tableau de bord pour anticiper les départs à la retraite⁸, ainsi que les évolutions futures de personnel. Elle a adopté des lignes directrices de gestion pour une durée de six ans, conformément aux dispositions de la loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique et son décret d'application du 29 novembre 2019.

⁷ La commune de Beuvry, qui compte moins de 20 000 habitants, n'a droit, réglementairement, qu'à un seul collaborateur de cabinet, dont le poste a été créé par délibération du 24 juin 2020.

⁸ L'âge moyen est de 45 ans.

1.2.2.1 Les effectifs

Globalement, les effectifs⁹, dont 16 % sont contractuels, ont légèrement diminué sur la période, en passant de 144 agents, soit 122,2 équivalents temps plein travaillés¹⁰ (ETPT) fin 2016, à 134 agents, soit 115,47 ETPT, fin 2020. Cette tendance est, notamment, due à la fin du dispositif des temps d'activités périscolaires et des contrats emplois avenir en 2017-2018, ainsi qu'à la radiation des cadres d'un agent suite à un congé de longue durée en 2018. Toutefois, en 2019, dix nouveaux postes de titulaires ont été créés, essentiellement, pour les affaires scolaires, l'enfance et la jeunesse et la police municipale¹¹.

Au 31 décembre 2020, le personnel était essentiellement composé d'agents d'exécution de catégorie C (81 %), affectés principalement aux affaires scolaires. Le choix de la commune de maîtriser ses charges de personnel en limitant ses recrutements, s'est, cependant, traduit par un déficit d'encadrement intermédiaire (catégorie B), qui représente¹² 16 % des effectifs.

1.2.2.2 La durée annuelle du travail

Le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale prévoit que les collectivités territoriales ne peuvent instaurer un temps de travail inférieur à 35 heures par semaine, soit 1 607 heures par an¹³.

Le règlement intérieur sur le personnel, élaboré en 2014 et mis à jour en 2019, reprend la durée du temps de travail à 35 heures par semaine, fixée dès 1985, et prévoit 33 jours de congés, au total, soit huit de plus que les congés réglementaires¹⁴.

Sur cette base, en 2020, chaque agent à temps plein a travaillé 219 jours, hors journées de fractionnement, soit 1 533 heures. Par rapport aux 1 607 heures réglementaires, la différence correspond à 5,3 agents en équivalent temps plein, soit un coût théorique de 196 492 €¹⁵ pour la collectivité.

⁹ Conformément aux dispositions de l'article L.323-2 du code du travail, la collectivité, qui emploie treize personnes en situation de handicap, respecte l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés.

¹⁰ Les équivalents temps plein travaillés (ETPT) correspondent aux effectifs présents sur une année donnée, corrigés de leur quotité de travail (temps partiel, notamment), et prennent en compte la durée de la période de travail des agents sur l'année civile, en fonction des arrivées et des départs.

¹¹ Deux postes de gardien brigadier de police municipale créés en 2019.

¹² À titre d'illustration, le service d'état civil comptabilise trois agents sans qu'aucune hiérarchie ne soit installée pour assurer l'encadrement de l'équipe.

¹³ Cette durée correspond aux 1 600 heures initialement prévues par le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 à compter du 1^{er} janvier 2002, auxquelles ont été ajoutées 7 heures au titre de la journée de solidarité à partir du 1^{er} janvier 2005.

¹⁴ Un agent travaillant à temps complet 5 jours par semaine a droit à $5 \times 5 = 25$ jours de congés annuels.

¹⁵ Cf. annexe n° 1.

Toutefois, par délibération du 14 juin 2021, la commune a redéfini le temps de travail, conformément à l'article 47 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, qui précise que les collectivités disposent d'un délai d'un an à compter du renouvellement de leurs assemblées délibérantes pour régulariser le temps de travail de leurs agents. À compter du 1^{er} janvier 2022, afin de respecter la durée hebdomadaire de 35 heures pour les agents à temps complet, le nombre de jours de congés annuels sera limité à 25.

1.2.2.3 L'absentéisme

Sur la base du décompte des journées d'absence pour maladie ordinaire produit par la commune¹⁶, l'absentéisme s'élève, en moyenne, à 14 % entre 2016 et 2019¹⁷, soit un taux nettement supérieur à celui de la moyenne nationale qui était de 9,8 % en 2018, pour l'ensemble des collectivités territoriales. Toutefois, 8 agents totalisent plus de la moitié des jours d'absence.

En 2020, la crise sanitaire a eu, fort logiquement, un impact important sur le niveau d'absence pour maladie ordinaire, soit directement (181 jours d'arrêts liés à la propagation du virus), soit indirectement (plus de 900 jours d'arrêts par principe de précaution pour les agents à risque).

Les absences pour maladie ordinaire et pour les accidents de service concernent, principalement, le service « technique » et le service « éducation jeunesse ». Des actions ont été mises en œuvre pour limiter les risques au travail. Ainsi, deux nouveaux assistants de prévention ont récemment pris leurs fonctions et des actions préventives ont été mises en place (équipements de protection individuelle et formation à l'utilisation des produits d'entretien). Des expertises médicales sont également organisées dès qu'un congé pour invalidité temporaire lié au service comporte une durée supérieure à 8 jours. Par ailleurs, la prime annuelle, fixée en référence à l'indice majorée 265 avec une part fixe et une part variable, est modulée en fonction du nombre de journées d'absence pour cause de maladie ordinaire.

1.3 Les relations avec le centre communal d'action sociale

Doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière, le centre communal d'action sociale (CCAS) dispose d'un budget principal et d'un budget annexe « Résidence Le Rivage ». Son conseil d'administration est présidé, de droit, par le maire de Beuvry.

Les liens entre la commune et cet établissement public local sont étroits, les services municipaux accompagnant ce dernier dans son fonctionnement, notamment sur la gestion de la paie et la commande publique.

¹⁶ Cf. annexe n° 2.

¹⁷ 9,8 % hors congé maternité. Source : étude Sofaxis de juillet 2019 : premières tendances 2018 des absences pour raison de santé dans les collectivités territoriales.

Sur la période, la commune lui a versé, annuellement, une subvention moyenne de 155 000 €. Si ce montant est bien inscrit à son budget primitif, aucune délibération n'a été, au préalable, prise par le conseil municipal. De plus, plusieurs agents communaux ont été mis à disposition de la Résidence autonomie « Le Rivage » rattachée au CCAS, qui a procédé au remboursement de leur rémunération, soit un montant cumulé de 290 282 € depuis 2018.

Or, contrairement aux dispositions réglementaires¹⁸, aucune convention de mise à disposition de personnel n'a été conclue entre les deux entités sur les modalités de remboursement des rémunérations des fonctionnaires mis à disposition. Il en est de même s'agissant du remboursement, par le CCAS, des charges liées à l'occupation de locaux municipaux. À titre d'exemple, l'établissement public a versé, en 2019, une somme de 4 278 € à la commune pour la maison des solidarités.

Si la commune a précisé, en cours de contrôle, que seul un agent, actuellement en arrêt maladie, est désormais mis à disposition du CCAS, il n'en demeure pas moins que ses interventions auprès de cet établissement s'effectuent sans base juridique. La chambre lui recommande d'établir une convention-cadre avec le centre communal afin de préciser leurs relations fonctionnelles et financières.

Recommandation n° 1 : établir une convention-cadre avec le centre communal d'action sociale (CCAS) de Beuvry précisant les relations fonctionnelles et financières avec la commune.

En réponse à la chambre, la maire s'engage à mettre en œuvre cette recommandation.

CONCLUSION INTERMÉDIAIRE

Membre de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, la commune de Beuvry se caractérise par des indicateurs socio-économiques peu favorables.

L'évolution des effectifs est stable sur la période. Cependant, le choix de la commune de limiter ses recrutements s'est traduit par un déficit d'encadrement. L'autre point de fragilité en matière de ressources humaines est le taux d'absentéisme élevé des agents. S'agissant de la durée légale de travail, la commune s'est engagée, à compter de l'exercice 2022, à se mettre en conformité avec la loi.

Par ailleurs, la maire s'engage à formaliser dans une convention-cadre ses relations avec le centre communal d'action sociale.

¹⁸ Le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités prévoit que « la mise à disposition est prononcée par arrêté de l'autorité territoriale investie du pouvoir de nomination (...) dans les conditions définies par la convention de mise à disposition » et « l'organisme d'accueil rembourse à la collectivité (...) la rémunération du fonctionnaire mis à disposition ».

2 L'INTÉGRATION INTERCOMMUNALE

La commune est membre de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane (CABBALR), établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre créé au 1^{er} janvier 2017, de la fusion de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay Nœux et Environs (dite « Artois Comm. »), à laquelle appartenait Beuvry¹⁹, avec les deux communautés de communes Artois-Lys et Artois-Flandres.

La CABBALR est la 1^{ère} communauté d'agglomération de la région en termes de population (279 917 habitants au 1^{er} janvier 2021²⁰) et la 6^{ème} au niveau national. Elle réunit 100 communes sur un territoire de 647 km², dont une partie est située sur l'ancien bassin minier du Pas-de-Calais.

Beuvry est représentée, au sein de son intercommunalité, par quatre conseillers communautaires dont le maire, qui est membre du bureau et siège en tant que conseiller délégué au logement et au programme local de l'habitat²¹.

2.1 Les relations avec les structures intercommunales

2.1.1 Les compétences transférées à la CABBALR

Comme d'autres collectivités, la commune ne dispose plus de certaines compétences qui ont été transférées à la communauté d'agglomération. Cette dernière exerce de plein droit les compétences obligatoires prévues à l'article L. 5216-5 du CGCT²², soit le développement économique, l'aménagement de l'espace communautaire, l'équilibre social de l'habitat, la politique de la ville, l'accueil des gens du voyage, la collecte et le traitement des déchets ménagers et assimilés, la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations²³ ainsi que l'eau²⁴.

¹⁹ La commune de Beuvry était membre de la communauté d'agglomération de l'Artois depuis 2002, date de sa création. En 2014, la communauté d'agglomération a fusionné avec la communauté de communes de Nœux et environs pour créer la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Nœux et Environs dite « Artois Comm. ».

²⁰ Population légale totale regroupée 2018 (la population municipale étant de 276 759 habitants) contre 281 951 au 1^{er} janvier 2017, soit une diminution de plus de 2 000 habitants en quatre ans. Source : Insee et DGFIP.

²¹ Le conseil communautaire, qui a approuvé un pacte de gouvernance pour la période 2020 à 2026 le 29 juin 2021, rassemble 152 délégués.

²² La loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique dite « Engagement et Proximité » a modifié la liste des compétences obligatoires.

²³ Compétence étendue de manière obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2018 par arrêté préfectoral du 8 novembre 2017.

²⁴ Compétence étendue de manière obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2020 par arrêté préfectoral du 31 décembre 2019.

Concernant Beuvry, les compétences optionnelles et facultatives de l'ancienne communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Nœux et environs ont été reprises par la CABBALR. Il s'agit, notamment, de l'assainissement des eaux usées et de la gestion des eaux pluviales urbaines, qui sont devenues obligatoires en 2020.

2.1.2 Des relations qui demeurent complexes

Durant la période 2016 à 2020, certaines structures intercommunales ont été dissoutes à l'occasion du transfert de compétences à la CABBALR.

Ainsi, la commune n'appartient plus au syndicat intercommunal d'adduction et de distribution d'eau potable du Bas Pays (SIADBP), qui a été dissous lors du transfert de la compétence « eau potable » à la communauté d'agglomération à compter du 1^{er} janvier 2020²⁵.

Toutefois, des syndicats ont continué à exister. Il s'agit notamment du syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVOM) du Béthunois qui a conservé, pour partie, l'exercice de compétences reprises par l'agglomération, parmi lesquelles la solidarité, la santé, l'entretien de voiries (déneigement de certaines voies communales) et la jeunesse (colonies, relais petite enfance)²⁶.

Ces compétences n'étant pas exercées sur l'ensemble du territoire communautaire²⁷, la commune a maintenu son adhésion au sein du SIVOM du Béthunois.

En réponse à la chambre, les présidents de la CABBALR et du SIVOM du Béthunois estiment que le maintien dudit syndicat, comme celui d'autres syndicats, s'explique par l'héritage d'une situation précédant la fusion et la création de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane. Ils précisent que l'intercommunalité est une agglomération de projet, notamment en matière d'aménagement et de développement du territoire, qui a fait le choix de conserver les syndicats à vocation multiple plutôt que de centraliser les prestations qu'ils assurent à destination des 100 communes membres. Ils considèrent que le SIVOM constitue un relai nécessaire à la mutualisation des services de la communauté d'agglomération, qui délivre aux communes une palette de services et des économies d'échelle que l'agglomération ne pourrait leur apporter sans nuire à la conduite de ses projets majeurs. L'intercommunalité souhaite, cependant, poursuivre la réflexion sur le schéma de mutualisation, en articulation avec l'action des SIVOM, dont celui du Béthunois.

Pour autant, la chambre considère que cette pluralité d'acteurs publics va à l'encontre de la simplification de la carte territoriale souhaitée par le législateur.

²⁵ En application de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

²⁶ La commune de Beuvry ne fait pas partie des 28 communes adhérentes au relais petite enfance de la CABBALR et ne bénéficie pas de l'espace ados de l'intercommunalité qui s'adresse uniquement à 21 communes membres.

²⁷ La CABBALR n'a élaboré ni projet de territoire ni pacte financier et fiscal. Toutefois, elle s'est fixée l'échéance du second trimestre 2022 pour l'élaboration de son futur projet de territoire.

Par ailleurs, depuis la dissolution du syndicat intercommunal d'aménagement des zones industrielles de Nœux, Beuvry, Labourse, Sailly-Labourse en 2016, compétent en matière de développement économique et d'aménagement de la zone intercommunale de l'ex-centrale thermique, c'est la commune qui a repris le projet d'implantation d'une usine photovoltaïque, lancé dès 2010, sur le site de l'ancienne centrale thermique situé sur son territoire²⁸. Elle a d'ailleurs signé, le 12 mai 2021, un bail emphytéotique d'une durée de 30 ans, au profit d'une société privée, pour la réalisation, l'exploitation et la maintenance d'une centrale photovoltaïque, moyennant un loyer annuel fixé à 1 000 € par hectare, soit 10 000 € au total.

Cette opération d'ampleur paraît relever des compétences de l'intercommunalité, notamment au titre de sa politique de développement d'un territoire à énergie positive pour la croissance verte. Compte tenu de sa dimension et de sa nature, elle paraissait devoir relever des compétences de l'agglomération.

2.1.3 Une faible participation aux actions de mutualisation

Alors même que la commune a maintenu sa présence dans certains syndicats en dépit des transferts de compétences à la communauté d'agglomération, sa participation aux actions de mutualisation de l'intercommunalité reste très limitée.

Dans le cadre d'un schéma de mutualisation établi par l'ex-Artois Comm., la CABBALR met à disposition de ses communes membres plusieurs services mutualisés concernant l'instruction du droit des sols, des relais d'assistantes maternelles ou s'agissant du service d'animation-jeunesse.

Pour autant, la commune de Beuvry n'a pas souhaité en bénéficier. Ainsi, pour des considérations de proximité avec ses administrés, la collectivité continue d'assurer seule l'instruction du droit des sols²⁹. Elle a, cependant, eu recours à un prestataire privé pour ce service. En 2021, elle a ainsi attribué un marché public d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la gestion du droit des sols pour une somme forfaitaire annuelle de 32 040 € HT, sur une durée d'un an, reconductible deux fois.

S'il n'existe aucune forme de mutualisation avec son intercommunalité, la collectivité a signé avec celle-ci, en janvier 2021, un protocole de coopération de lutte contre l'habitat indigne, appelé « Permis de louer ». Ce dispositif, instauré par la loi Alur³⁰, regroupe une douzaine de communes de la communauté d'agglomération et a été mis en œuvre depuis le 1^{er} janvier 2021, en lien avec d'autres partenaires institutionnels tels que l'État ou les tribunaux judiciaires.

²⁸ Transformé en friche depuis sa déconstruction qui a débuté en 1979.

²⁹ La numérisation des autorisations d'urbanisme est également portée par la commune.

³⁰ Loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové.

Il prévoit qu'en zone d'habitat dégradé, tout bailleur disposant d'un logement et souhaitant le mettre en location doit, au préalable, formuler une demande d'autorisation auprès de la communauté d'agglomération. La commune réalise, ensuite, des contrôles pour vérifier la bonne qualité des logements mis en location. Si aucune demande d'autorisation n'est déposée par le bailleur ou que ce dernier loue le logement sans autorisation, il s'expose à une amende pouvant aller jusqu'à 15 000 €. Au 1^{er} octobre 2021, 27 procédures étaient engagées, 16 permis acceptés et 2 infractions relevées sur le territoire de Beuvry.

Ainsi, la commune a choisi de ne pas utiliser ses services communs, malgré les effets positifs de ces mutualisations, à l'exception de la lutte contre l'habitat indigne.

2.2 Les relations financières avec l'intercommunalité

Sur la période 2016 à 2020, la commune de Beuvry a bénéficié de nombreux versements de son intercommunalité, qui s'élèvent, au total, à 1,14 M€, au titre des différents outils financiers de solidarité communautaire, tels que l'attribution de compensation³¹, la dotation de solidarité communautaire, les fonds de concours, ainsi que les dotations de péréquation.

Tableau n° 1 : Évolution de la fiscalité reversée à la commune sur 2016-2020

(en €)	2016	2017	2018	2019	2020
Attribution de compensation brute	637 820	798 879	748 008	748 008	748 008
Dotation de solidarité communautaire	80 099	95 073	87 888	85 834	87 651
Fonds de concours	43 363	260 392	166 431	132 562	130 814
Fonds de péréquation (FPIC)	183 314	160 494	167 679	173 119	164 501
TOTAL	944 596	1 314 838	1 170 006	1 139 523	1 130 974

Source : chambre régionale des comptes, à partir des comptes de gestion et des données transmises de la commune.

En 2017, suite à la création de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, les montants versés à la commune ont augmenté de 39 % par rapport à 2016 (+ 0,37 M€), en raison principalement des fonds de concours (+ 0,22 M€) et de l'attribution de compensation (+ 0,16 M€).

L'attribution de compensation a été majorée par l'intercommunalité afin de tenir compte de la baisse des taux de référence communaux concernant les taxes d'habitation et sur le foncier bâti et non bâti. En 2018, elle a, cependant, diminué de 50 871 €, en raison du transfert des charges liées à la prise de la compétence « gestion des eaux pluviales » par la communauté d'agglomération. Par la suite, le montant de l'attribution de compensation n'a plus évolué.

³¹ L'attribution de compensation est un transfert financier qui a pour fonction d'assurer la neutralité budgétaire des transferts de charges entre l'EPCI et ses communes membres.

La commune, qui comprend un quartier prioritaire de la ville, a signé un contrat de ville pour la période 2015 à 2020 avec l'ancienne communauté d'agglomération « Artois-Comm. », dont la compétence « politique de la ville » est désormais exercée par la CABBALR. À défaut de pacte financier et fiscal, la commune perçoit, à ce titre, une dotation de solidarité communautaire, qui, après avoir augmenté en 2017 à la suite d'une compensation financière³², s'élève à 87 000 € par an en moyenne.

Sur la période 2016 à 2020, Beuvry a également reçu des fonds de concours, destinés à couvrir des dépenses d'investissement effectuées par les communes en dehors des champs de compétences de la communauté d'agglomération et qui doivent concourir à atteindre des objectifs reconnus comme prioritaires à l'échelle du territoire. Ils ont nettement augmenté en 2017 en raison du versement de plusieurs soldes relatifs à la création du pôle sportif « Léo Lagrange », pour un montant total de 126 000 €, et à des travaux d'accessibilité, pour un montant de 38 302 €. Elle en bénéficie également au titre de la politique de la ville.

Ainsi qu'exposé précédemment, la commune perçoit des dotations au titre du fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales, soit 0,17 M€ par an en moyenne. Elle est donc destinataire de l'ensemble des mécanismes de redistribution de la CABBALR, qui ont nettement progressé depuis sa création en 2017.

CONCLUSION INTERMÉDIAIRE

La commune de Beuvry est membre, depuis 2017, de la CABBALR, qui a repris les compétences exercées par les anciennes intercommunalités telles que l'assainissement des eaux usées, la gestion des eaux pluviales urbaines ainsi que, depuis 2018, des milieux aquatiques et préventions des inondations.

Pour autant, en dépit de ces transferts, les relations avec les structures intercommunales n'ont pas été rendues plus simples. La commune a continué à adhérer à certains syndicats qui se sont maintenus et, par ailleurs, elle a pris à sa charge des opérations dont l'ampleur et la nature même paraissent relever d'une dimension intercommunale.

Enfin, elle n'a pas utilisé les services mutualisés mis en place par l'intercommunalité, à l'exception de la lutte contre l'habitat indigne.

³² L'enveloppe 2017 (2,155 M€) a été répartie entre les communes avec une compensation (0,537 M€) au profit des communes pour lesquelles le montant consolidé du FPIC et de la DSC 2017 était inférieur au montant consolidé du FPIC et de la DSC 2016.

3 LA LUTTE CONTRE LES INONDATIONS

Traversée par la Loïsne, affluent de la Lawe, Beuvry fait partie du bassin versant de la Lys qui représente 1 834 km², pour une population totale de 550 000 habitants, et compte 225 communes réparties sur 12 sous-bassins. Compte tenu de son important réseau hydrographique³³, la commune est sujette aux inondations, plus particulièrement en 2012, 2016 et 2021³⁴, dont les origines sont diverses, telles que les débordements du réseau hydrographique de surface (cours d'eau et fossés) localisés sur le quartier du Quesnoy qui peuvent rendre difficile l'évacuation des eaux pluviales. Ces dysfonctionnements hydrauliques se matérialisent par des stagnations d'eau, des remontées d'eaux usées, voire des habitations inondées.

De plus, la commune considère que le réseau d'assainissement est insuffisant en raison, selon la réponse du président de la CABBALR, des eaux pluviales et usées des communes environnantes qui y transitent avant de rejoindre la station d'épuration³⁵, située dans le secteur du Quesnoy, qui appartient à la communauté d'agglomération. Cette situation sature le réseau d'assainissement lors d'événements pluvieux de forte intensité.

Lors d'événements orageux, les ruissellements en provenance du quartier « Le Quesnoy », conjugués à une saturation des réseaux (fossés, réseau d'assainissement, saturation du siphon sous le canal d'Aire), conduisent à des inondations dans les zones urbanisées basses de la commune.

3.1 Un dispositif avec des intervenants multiples et aux contours incertains

Compte tenu des différents types d'inondations identifiés sur le territoire communal, la maîtrise de ce risque relève d'un ensemble d'acteurs pouvant intervenir en fonction de leurs compétences ou des ouvrages hydrauliques³⁶ dont ils sont propriétaires.

Si le maire intervient en matière de sûreté et de sécurité publiques dans le cadre de ses pouvoirs de police générale définis par les articles L. 2212-2 et L. 2212-4 du code général des collectivités territoriales, c'est la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane qui est désormais responsable de la gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations³⁷.

³³ Cf. annexe n° 3.

³⁴ Par arrêté interministériel du 9 juillet 2021, la commune a été reconnue en état de catastrophe naturelle pour inondations et coulées de boue suite aux intempéries du 27 au 29 juin 2021.

³⁵ La station d'épuration de Beuvry traite les eaux usées et les eaux pluviales collectées par les réseaux unitaires des communes de Beuvry, Annequin, Labourse et Sailly-Labourse. En revanche, pour les communes de Festubert, Givenchy-lès-La-Bassée, Cuinchy, Cambrin, Verquin et Verquigneul, la station d'épuration ne traite que les eaux usées collectées.

³⁶ Les ouvrages hydrauliques regroupent plusieurs familles d'ouvrages : les barrages, les canaux, les digues, les systèmes de protection contre les inondations ou contre les submersions et les aménagements hydrauliques (source : site du ministère de la Transition écologique). Ils garantissent la gestion des eaux pour l'utilisation de la ressource ou pour la protection contre ses effets nuisibles (inondations).

³⁷ À ce titre, elle a, jusqu'à présent, contribué à assurer la surveillance du réseau hydrographique principal par le contrôle des niveaux d'eaux.

Aux termes de l'article L. 211-7 du code de l'environnement, cette compétence regroupe plusieurs missions telles que l'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique³⁸, l'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ces cours d'eau, la défense contre les inondations (dont la gestion des ouvrages de protection hydraulique) et la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides.

La communauté d'agglomération a également repris la gestion des eaux pluviales urbaines en 2018³⁹, qui porte sur la collecte, le transport, le stockage et le traitement, en application de l'article L. 2226-1 du code général des collectivités territoriales. En 2019, l'intercommunalité a clarifié l'exercice de cette compétence en transmettant à l'ensemble de ses communes membres un *planning* qui précise le cadre d'intervention de la CABBALR. Elle prend en charge le curage annuel, la réparation et le renouvellement de la plupart des ouvrages, en dehors de ceux qui se rattachent à la voirie communale, des cours d'eau et des fossés busés. Sur ce dernier point, la compétence est partagée avec la commune, qui prend en charge les fossés qui ne sont pas aménagés sous forme de buses.

Par ailleurs, depuis sa création, la CABBALR, compétente en matière de GEMAPI, est membre du syndicat mixte pour le schéma d'aménagement et de gestion des eaux de la Lys, créé en 2000 et qui est devenu en 2010 l'établissement public du bassin de la Lys (EPTB-Lys)⁴⁰, dont le périmètre d'intervention est plus large que celui de l'agglomération. Il regroupe une quinzaine d'établissements publics de coopération intercommunale, ainsi que 225 collectivités situées sur le bassin versant de la Lys (175 dans le Pas-de-Calais et 50 dans le Nord). Pour autant, les communes membres de la CABBALR peuvent recourir aux services de l'EPTB-Lys (exemples : assistance à la réalisation des plans communaux de sauvegarde, la délégation pour l'étude sur les fossés, etc.).

Dans le cadre de la surveillance et la prévention des crues, de l'alerte et la gestion de crise, il apporte à la commune un appui administratif et technique, à travers la réalisation de relevés pluviométriques sur le canal de Beuvry et l'élaboration du programme d'actions de prévention des inondations (PAPI)⁴¹.

³⁸ L'entretien du réseau hydrographique inclut la destruction des plantes aquatiques invasives (faucardage), l'élagage des branches basses, le fauchage et le renforcement des berges, le retrait des embâcles, le curage des cours d'eau, la gestion des ouvrages installés sur les cours d'eau (exemple : vis sans fin de la Loisine Amont) ou encore la construction et la gestion d'ouvrages permettant la retenue des eaux lors des épisodes de fortes précipitations pouvant engendrer des inondations (zones d'expansion de crues).

³⁹ Le montant des charges transférées a été fixé à 50 871 €.

⁴⁰ Le syndicat mixte est devenu établissement public territorial de bassin par arrêté préfectoral du 28 décembre 2009.

⁴¹ Lancés en 2002, les programmes d'action de prévention des inondations (PAPI) ont été plusieurs fois révisés. L'objectif de ces plans est de mieux gérer le risque d'inondation grâce à une collaboration entre l'État et les collectivités.

3.2 L'entretien du canal et des fossés

En décembre 2018, l'ETPB-Lys, qui a effectué une inspection des murets du canal, a conclu à leur stabilité en cas de crue exceptionnelle. Il a, cependant, constaté des dégradations (fissures, absences de joints...) et préconisé des travaux de rénovation, qui devront être entrepris dans un délai maximum de trois ans.

Or, les Voies navigables de France (VNF), établissement public administratif depuis 2012, en tant que propriétaire de cet ouvrage, a apporté son concours à la commune pour la construction des murets, suite au débordement du canal en décembre 1993.

Le rôle de VNF⁴² se limite aux opérations de maintenance et d'entretien, telles que le dragage pour y garantir la navigation, assurer le bon écoulement des eaux et préserver l'environnement.

En mars 2019, la commune a sollicité la CABBALR pour la rénovation des murets, laquelle, après avoir réalisé sa propre analyse juridique, n'a pas souhaité participer aux travaux ni en assurer la maîtrise d'ouvrage. Elle considère que la réalisation des travaux relève de l'entretien normal du canal, et, par voie de conséquence, de VNF⁴³. Cette dernière estime, pour sa part, qu'il s'agit de protections contre les crues, mission qui ne relève pas de sa compétence.

Par ailleurs, les travaux d'entretien du réseau de fossés municipaux sont effectués en régie par les services techniques de la commune et des associations d'insertion locales. À cet effet, celle-ci a dû s'équiper d'équipements spécifiques tels que des camions et des pelles équipées de godets faucardeurs pour en assurer le curage⁴⁴. En outre, pour éviter de saturer le réseau d'assainissement communal, la collectivité intervient ponctuellement pour déconnecter les eaux pluviales issues de ses équipements publics (voirie, bâtiments).

Ces situations illustrent les difficultés rencontrées par la commune pour l'entretien de certains ouvrages situés sur son territoire et destinés à la prévention des risques d'inondations. Elles soulignent, également, en l'absence d'une délimitation claire du périmètre des compétences exercées par la communauté d'agglomération, la difficulté de distinguer les interventions au titre de la gestion des eaux pluviales urbaines et la prévention des inondations de celles relevant de la voirie communale⁴⁵. En l'espèce, en dépit de l'organisation mise en place à l'échelle régionale et intercommunale, la commune s'est trouvée dans l'impossibilité de mobiliser des compétences et ressources externes pour faire face efficacement au risque d'inondations sur son territoire.

⁴² VNF est également propriétaire du port de Béthune-Beuvry géré par la Chambre de commerce et d'industrie Artois dans le cadre d'une concession de service public. Aménagé sur le territoire des communes de Béthune et de Beuvry, il occupe une surface totale de 25 hectares.

⁴³ La CABBALR, au titre de sa compétence GEMAPI, est tenue d'intervenir dans le cas où le propriétaire ne satisfait pas son obligation d'entretien conformément à l'article L. 211-7 du code de l'environnement.

⁴⁴ Inscription à l'inventaire en 2017 de l'acquisition d'un godet faucardeur d'une valeur de 10 626 €.

⁴⁵ Cf. note de septembre 2021 de l'assemblée des communautés de France (AdCF), dénommée désormais « Intercommunalités de France », sur la gestion des eaux pluviales urbaines.

En dépit de la clarification effectuée en 2019 sur l'intervention de l'intercommunalité en matière de gestion des eaux pluviales urbaines, le président de la CABBALR convient, dans sa réponse à la chambre, que l'exercice récent de cette compétence par la communauté d'agglomération, avec celle sur la prévention des inondations, laisse apparaître un manque de lisibilité pour ses communes membres, tant sur leurs modalités d'exercice et leur périmètre d'intervention que sur leurs interférences. Il précise, cependant, que depuis le 1^{er} janvier 2022, l'agglomération a étendu le périmètre et les modalités d'intervention de sa compétence en matière de prévention des inondations à l'ensemble des cours d'eau et des fossés situés sur son territoire.

Au bilan, la collectivité intègre la thématique de la gestion des eaux pluviales dans chacun de ses projets d'investissement qui prévoient notamment le stockage sur place des eaux pluviales. Hors aménagement de la place Salengro (cf. *infra*), les dépenses cumulées d'équipement de la commune dédiées uniquement à la lutte contre les inondations s'élèvent à 0,53 M€ depuis 2017⁴⁶.

3.3 Les principales opérations et leur financement

Si la communauté d'agglomération a pu confier, dans le cadre d'une convention de délégation, la réhabilitation des réseaux d'eaux pluviales urbaines à la commune, celle-ci a dû prendre en charge des travaux de prévention des risques d'inondations en raison d'une répartition des missions qui n'est pas toujours bien établie (voir points suivants 3.3.1 et 3.3.2).

3.3.1 L'aménagement du centre-ville : une maîtrise d'ouvrage déléguée à la commune

En 2018, la commune a engagé l'opération d'aménagement du centre-ville et, plus précisément, de la place Salengro, qui comprend des travaux de réhabilitation des ouvrages de collecte et de stockage des eaux pluviales urbaines⁴⁷. Si ces travaux relèvent de sa compétence « gestion des eaux pluviales urbaines », la communauté d'agglomération a confié leur réalisation à la commune dans le cadre d'une convention de délégation signée en août 2018.

Le soutien de la communauté d'agglomération s'est limité à financer ces travaux s'élevant à 255 360 € TTC. Conformément à la convention, elle a remboursé les frais engagés par la commune à hauteur de 193 587 € TTC. Le solde de l'opération, près de 62 000 €, doit être financé par une subvention de l'agence de l'eau Artois-Picardie.

⁴⁶ Cf. annexe n° 4.

⁴⁷ Dont la création d'un bassin de stockage et d'infiltration, ainsi que la réalisation d'un large fossé paysager.

À l'avenir, dans le cadre de son plan d'actions « climat air-énergie territorial 2020-2026 »⁴⁸, qui comporte un volet « réduire la vulnérabilité du territoire aux phénomènes d'inondation », la CABBALR devrait réaliser la construction d'un bassin de rétention d'un volume de 10 000 m³ afin de diminuer l'impact des éventuelles inondations de la Loïsne sur les communes de Beuvry et de Labourse. L'opération, estimée à 355 000 € HT (soit 426 000 € TTC), devrait démarrer à la fin du 1^{er} semestre 2023, pour une durée de six mois. Il serait aussi envisagé un marché pour la réfection de la station de relevage de ce cours d'eau qui rejette les eaux vers le canal traversant la commune de Beuvry.

3.3.2 L'opération d'aménagement hydraulique du quartier du Quesnoy conduite directement par la commune

Dès 2012, la commune a engagé des études de lutte contre les inondations puis a décidé de réaliser d'importants travaux dans le quartier du Quesnoy afin de limiter l'impact des événements pluvieux intenses. Après une enquête publique réalisée en juin 2017, elle a obtenu l'autorisation de réaliser les ouvrages hydrauliques par arrêté préfectoral du 23 février 2018.

Le marché a été passé en deux lots, selon une procédure d'appel d'offres en procédure adaptée avec possibilité de négociation, qui n'appelle pas d'observation.

Le lot n° 1 porte sur les travaux hydrauliques, comprenant une tranche ferme pour ceux entrepris sur le domaine communal et trois tranches optionnelles pour ceux réalisés sur le domaine privé et le lot n° 2 concerne les aménagements paysagers, dont une tranche ferme sur le domaine communal et quatre tranches optionnelles sur le domaine privé.

Le premier lot, estimé à 320 176,50 € HT, a été attribué pour un montant de 351 504,50 € HT, soit 421 805,40 € TTC. Les travaux de la tranche ferme ont démarré en juillet 2018 et se sont terminés en octobre de la même année, pour un coût total de 184 128 € HT.

Le second lot, estimé à 191 825,75 € HT, a été attribué pour un montant de 156 825,51 € HT, soit 188 190,61 € TTC. Si les travaux des tranches fermes des deux lots sont terminés, ceux des tranches optionnelles ont pris du retard ou, pour certains d'entre eux, ont été abandonnés en raison des contraintes liées à l'exploitation du domaine privé.

Fin septembre 2021, près de 65 % des travaux du lot n° 1 ont été réalisés pour un montant total de 272 086,80 € TTC et seulement 53 % des opérations d'aménagement du lot n° 2 pour un montant total de 99 464,76 € TTC. Les recettes attendues par la commune s'élèveraient à 95 518 € pour la dotation d'équipement des territoires ruraux et à 139 000 € pour l'agence de l'eau.

Au final, le coût total de cette opération s'élève à 0,37 M€ TTC, dont près de 95 000 € restent à la charge de la collectivité.

⁴⁸ Plan comprenant des actions concrètes telles que la réalisation de plans de restauration des cours d'eau afin de limiter le nombre d'habitations inondées, la réalisation d'ouvrages de gestion des eaux, l'entretien des cours d'eau...

Alors même qu'elle a été initiée par la commune à la suite des inondations de 2012, cette opération lancée en 2018 aurait dû être portée par la communauté d'agglomération, compétente en matière de prévention des inondations. De plus, elle n'a pas fait l'objet de nouvelles études permettant de s'assurer que les travaux réalisés depuis 2018 sont adaptés aux risques actuels au regard des pluies centennales survenues en 2016 et 2021.

CONCLUSION INTERMÉDIAIRE

La commune est exposée aux risques d'inondations, causées par des débordements de cours d'eau, des phénomènes de ruissellement ou de remontées de nappe phréatique. Les principaux épisodes ont eu lieu en 2012, 2016 et 2021.

En dépit de l'organisation mise en place à l'échelle régionale et intercommunale, elle s'est trouvée dans l'impossibilité de mobiliser des compétences et ressources externes pour l'entretien de certains ouvrages destinés à prévenir ce risque.

Cette situation illustre, dans les faits, la difficulté de distinguer les interventions au titre de la gestion des eaux pluviales urbaines et de la prévention des inondations de celles de la voirie communale. Si la communauté d'agglomération a pu confier, dans le cadre d'une convention de délégation, la réhabilitation des réseaux d'eaux pluviales urbaines à la commune, celle-ci a dû prendre en charge des travaux de prévention des risques d'inondation, en raison d'une répartition des missions qui n'est pas toujours bien établie.

4 L'INFORMATION FINANCIÈRE ET LA FIABILITÉ DES COMPTES

4.1 La qualité de l'information financière

Le rapport sur les orientations budgétaires présente correctement les résultats de l'exécution budgétaire, en dépenses et en recettes, ainsi que l'encours et la capacité de désendettement de la commune. Le volet prévisionnel pluriannuel pourrait être renforcé par une présentation des dépenses d'investissement et leurs modalités de financement, ainsi que par une mention des coûts induits par le fonctionnement de ces nouveaux équipements.

La commune devra également compléter son débat d'orientation budgétaire en matière de gestion des ressources humaines à compter du 1^{er} janvier 2022, date de prise d'effet de son surclassement démographique dans la strate des communes de 10 000 à 19 999 habitants, conformément aux dispositions du CGCT⁴⁹.

De plus, la qualité des documents budgétaires peut être améliorée s'agissant des annexes relatives aux concours financiers et aux aides en nature⁵⁰ apportés à des tiers, ainsi que des états du personnel, lesquels ne sont pas renseignés.

Par ailleurs, l'article L. 2313-1 du code précité précise que les documents budgétaires sont mis en ligne sur le site internet de la commune « *après l'adoption par le conseil municipal des délibérations auxquelles ils se rapportent* »⁵¹.

Seuls les rapports de présentation des comptes administratifs 2020 du budget principal et du budget annexe sont publiés sur le site internet de la commune. Les rapports d'orientations budgétaires, les budgets primitifs et leurs notes de synthèse ainsi que les comptes administratifs ne sont pas mis en ligne.

Afin de garantir une information financière complète de l'assemblée délibérante et du citoyen, la chambre rappelle à la commune son obligation de publier, sur son site internet, l'ensemble des documents budgétaires prévus par la législation.

⁴⁹ Conformément à l'article L. 2312-1 du code général des collectivités territoriales, « *Dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport [sur les orientations budgétaires] mentionné au deuxième alinéa du présent article comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.* »

⁵⁰ Mise à disposition de locaux municipaux et/ou de personnel et prise en charge de dépenses (fluides, télécommunications).

⁵¹ Dès lors qu'une collectivité dispose d'un site internet, les documents budgétaires doivent être mis en ligne et accessibles gratuitement dans un délai d'un mois après leur adoption, conformément aux dispositions de l'article R. 2313-8 dudit CGCT. Il s'agit de : la présentation brève et synthétique jointe au budget primitif et au compte administratif, le rapport adressé au conseil municipal à l'occasion du débat sur les orientations budgétaires, la note explicative de synthèse annexée au budget primitif et celle annexée au compte administratif, conformément à l'article L. 2121-12 du CGCT.

Rappel au droit unique : publier l'ensemble des documents budgétaires sur le site internet de la commune, conformément aux dispositions des articles L. 2313-1 et R. 2313-8 du code général des collectivités territoriales.

En réponse à la chambre, la maire s'est engagée à améliorer la qualité de l'information financière en complétant notamment les annexes de ses documents budgétaires, qui devraient être prochainement publiés sur le site internet de la commune.

4.2 La qualité de l'information comptable

4.2.1 L'encours de dette

Sur la période 2016 à 2020, l'état de la dette inscrit dans les comptes administratifs présente un écart de 0,58 M€ par an, en moyenne, avec celui du compte de gestion tenu par le comptable public.

Si l'état de la dette mentionné dans les comptes administratifs est correct, ces écarts pourraient résulter, selon ce dernier, de l'omission de certaines écritures d'ordre matérialisant comptablement la sortie de divers emprunts⁵². Selon la maire, le comptable public s'attache à régulariser cette situation en vue de la mise en cohérence de l'encours de dette, conformément aux tableaux d'amortissement des emprunts en cours.

4.2.2 Les restes à réaliser

Aux termes des dispositions de l'article R. 2311-11 du code général des collectivités territoriales, « [...] Les restes à réaliser de la section d'investissement arrêtés à la clôture de l'exercice correspondent aux dépenses engagées non mandatées et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre » et « [...] Les restes à réaliser de la section de fonctionnement arrêtés à la clôture de l'exercice correspondent aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées ainsi qu'aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées. Ils sont reportés au budget de l'exercice suivant. »

La chambre a vérifié 58 % des restes à réaliser de l'exercice 2020, soit 235 600 € en recettes et 492 871 € en dépenses.

Il ressort de ce contrôle que les restes à réaliser ne correspondent pas aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre. Quant aux dépenses, seuls ceux des opérations n° 25 « Acquisition matériel, outillage technique et de voirie » et n° 59 « Travaux hydrauliques », s'élevant, respectivement, à 7 194 € et 205 424 €, sont justifiés.

⁵² Notamment des erreurs de migration en 2008 avec la mise en place d'Hélios.

La collectivité ne dispose pas d'une procédure claire et formalisée d'enregistrement de ses restes à réaliser, qui procède d'une possible confusion entre crédits ouverts au budget et dépenses engagées.

Les restes à réaliser, qui font partie intégrante du résultat du compte administratif, sont pris en compte dans le calcul du besoin de financement de la section d'investissement et sont repris, pour un montant identique, dans le budget suivant. Il convient donc que la commune soit particulièrement vigilante quant à leur sincérité, dans le respect des dispositions de l'article R. 2311-11 du CGCT.

Recommandation n° 2 : inscrire en restes à réaliser les seules dépenses ou recettes ressortant d'un engagement juridique devenu définitif au cours de l'exercice et qui n'ont pas encore fait l'objet de l'émission d'un mandat de paiement ou d'un titre de recettes.

Dans sa réponse, la maire s'engage à veiller à la sincérité des restes à réaliser, conformément à la recommandation de la chambre.

4.2.3 Le patrimoine communal

La responsabilité du suivi des immobilisations incombe conjointement au maire de la commune, par la tenue d'un inventaire, et au comptable public, par l'établissement de l'état de l'actif. L'inventaire, qui consiste à recenser les biens communaux et les valoriser, doit correspondre à l'état qui enregistre les biens communaux à l'actif du bilan.

Fin 2020, l'inventaire comptable et l'état de l'actif sont concordants. Depuis 2019, la commune s'est rapprochée de son comptable public afin de mettre à jour l'actif et procéder aux sorties de biens et intégrations des immobilisations en cours.

L'amortissement des biens immobilisés n'appelle pas d'observations.

CONCLUSION INTERMÉDIAIRE

La qualité des documents budgétaires et comptables peut être améliorée s'agissant des informations, notamment en matière d'investissement dans le rapport sur les orientations budgétaires ainsi que de la complétude de certains états annexes. De plus, la publication des documents budgétaires sur le site de la commune est insuffisante. En réponse, la maire s'est engagée à améliorer la qualité de l'information financière.

Sur la période, si l'état de la dette inscrit dans les comptes administratifs est correct, il présente un écart moyen de 0,6 M€ avec celui du compte de gestion établi par le comptable public. Ces deux documents devront être mis en cohérence.

Par ailleurs, la commune, qui tient une comptabilité d'engagement, n'a pas toujours maîtrisé la notion de restes à réaliser, aussi bien en recettes qu'en dépenses d'investissement. À l'avenir, il conviendra qu'elle soit particulièrement vigilante quant à leur sincérité.

5 LA SITUATION FINANCIÈRE

Sur la période 2016 à 2020, la commune de Beuvry dispose d'un budget principal et d'un budget annexe « Zone d'activités économiques »⁵³, dont le résultat consolidé est excédentaire, fin 2020, de 3 M€.

La présente analyse porte uniquement sur le seul budget principal⁵⁴, qui représente 13,8 M€ en 2021.

5.1 L'évolution des produits et des charges de gestion

5.1.1 Les produits

Les produits de gestion, qui atteignent 8,04 M€ en 2020, sont constitués à 51 % des ressources fiscales propres (impôts locaux), à 31,7 % des ressources institutionnelles (transferts financiers de l'État vers la commune à travers diverses dotations et compensations financières, dont la dotation globale de fonctionnement), à 13,1 % de la fiscalité reversée par l'intercommunalité et l'État. Le reliquat (4,2 %) est composé des ressources d'exploitation⁵⁵.

Tableau n° 2 : Évolution des recettes entre 2016 et 2020

(en €)	2016	2017	2018	2019	2020	Variation annuelle moyenne 2016-2020
Produits de gestion	7 864 791	8 217 419	8 257 811	8 298 028	8 036 719	0,5 %
dont ressources fiscales propres (nettes des restitutions)	3 922 527	3 847 621	4 065 829	4 180 571	4 102 251	1,1 %
dont ressources d'exploitation	494 179	516 748	518 822	501 805	333 453	- 9,4 %
dont ressources institutionnelles (dotations et participations)	2 487 427	2 744 592	2 615 630	2 554 696	2 546 860	0,6 %
dont fiscalité reversée par l'intercommunalité et l'État	955 245	1 108 458	1 057 529	1 060 956	1 054 155	2,5 %

Source : chambre régionale des comptes, à partir des comptes de gestion de la collectivité (direction générale des finances publiques).

⁵³ En 2021, la commune dispose d'un second budget annexe « Vente de caveaux », dont le budget s'élève à 52 000 €.

⁵⁴ Cf. annexe n° 5.

⁵⁵ Dont redevances sur services périscolaires.

Les ressources fiscales propres de la commune, nettes des restitutions, ont augmenté entre 2016 et 2020 en moyenne d'1,1 % par an en raison de la revalorisation importante des bases d'imposition, qui ont progressé de 2,5 % par an en moyenne⁵⁶. En 2020, les recettes fiscales sont d'ailleurs légèrement supérieures à celles des communes membres de la communauté d'agglomération (449 € par habitant contre 415 €) mais nettement inférieures à celles des collectivités de même strate démographique au plan national (602 €).

L'année 2020 a notamment été marquée par la baisse des taxes liées à l'activité, ainsi que celles sur les droits de mutation à titre onéreux⁵⁷ en raison de la crise sanitaire (- 0,12 M€).

Les taux de la taxe d'habitation et des taxes sur le foncier bâti et non bâti ont été revus à la baisse en 2017, avec la révision des taux de référence des communes membres de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, et sont, depuis, restés inchangés. En dépit de taux supérieurs à ceux des communes de référence⁵⁸, les impôts locaux acquittés sont inférieurs à ceux payés par les contribuables dans les communes de même strate (390 € par habitant en 2020 contre 501 € pour la strate).

La loi de finances pour 2020 prévoit la suppression intégrale de la taxe d'habitation sur les résidences principales pour l'ensemble des foyers fiscaux d'ici à 2023. À partir de 2021, les communes percevront, en compensation de leur perte de recettes⁵⁹, le produit du foncier bâti des départements. À l'avenir, les produits fiscaux ne devraient ainsi plus évoluer que sous l'effet de la progression des bases des taxes foncières, qui augmentent jusqu'en 2020 au rythme annuel moyen de 2,3 %.

Concernant les produits institutionnels, ils ont peu progressé entre 2016 et 2020⁶⁰, passant de 2,49 M€ à 2,55 M€, soit 0,6 % par an en moyenne.

La dotation globale de fonctionnement versée par l'État a augmenté d'1,1 % par an en moyenne, en raison de la hausse des dotations d'aménagement (+ 0,15 M€). En dépit de la baisse de la dotation forfaitaire (- 64 495 €), elle est passée d'1,97 M€ en 2016 à 2,06 M€ en 2020, supérieure de près de 40 % à celle perçue par les communes de même strate : 214 € par habitant contre 153 €. Elle représente 25,4 % des produits concourant à la formation de la capacité d'autofinancement (contre 13,6 % pour les communes de la strate).

⁵⁶ Les bases locatives font l'objet d'une revalorisation nationale annuelle. Concernant Beuvry, les bases de la taxe d'habitation augmentent de 6,6 % entre 2016 et 2020, et celles de la taxe sur le foncier bâti, de 13,3 %.

⁵⁷ Impôts payés lors de l'acquisition d'un bien immobilier, appelés communément « frais de notaire » qui regroupent la taxe de publicité foncière et les droits d'enregistrement. En 2020, les droits de mutation à titre onéreux ont diminué de 3 % pour le bloc communal (cf. rapport de la Cour des comptes sur les finances publiques locales 2021, fascicule 1, juin 2021).

⁵⁸ À l'exception du foncier non bâti.

⁵⁹ La suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales est effective en 2020 pour 80 % des contribuables. Pour les 20 % restants, la suppression sera progressive sur 3 ans à compter de 2021, c'est-à-dire que la taxe d'habitation, pour ces foyers, baissera d'un tiers en 2021, à nouveau d'un tiers en 2022 et disparaîtra en 2023.

⁶⁰ Cf. annexe n° 6.

Les produits de la fiscalité reversée par l'intercommunalité et l'État ont progressé de 0,1 M€ entre 2016 à 2020 (+ 2,5 % par an en moyenne), en raison principalement de la hausse de l'attribution de compensation, qui a été revalorisée de 137 000 € afin de compenser les pertes financières dues à la fixation de nouveaux taux de référence communaux, suite à la création de la communauté d'agglomération Béthune-Bruay⁶¹.

En outre, la commune perçoit des dotations de péréquation⁶² qui s'élèvent, en moyenne, à près de 0,17 M€ par an.

Si ses recettes fiscales sont nettement inférieures à celles des communes de même strate, la collectivité bénéficie d'importantes ressources institutionnelles, ainsi que de la fiscalité reversée par la communauté d'agglomération. Au final, les recettes réelles de fonctionnement, qui s'élèvent à 8,29 M€ en fin de période, sont nettement supérieures aux dépenses réelles (7 M€).

5.1.2 Les charges

Elles sont composées, en moyenne, de 62,1 % de charges de personnel, 31 % de charges à caractère général, 4,3 % de subventions de fonctionnement, 2 % d'autres charges de gestion. Elles sont restées constantes sur toute la période, en raison de la baisse des charges à caractère général (- 0,13 M€) et des subventions de fonctionnement (- 40 000 €), qui a compensé la hausse de celles de personnel (+ 0,21 M€).

Tableau n° 3 : Évolution des charges entre 2016 et 2020

(en €)	2016	2017	2018	2019	2020	Variation annuelle moyenne 2016-2020
Charges à caractère général	2 116 887	2 224 714	2 161 528	2 153 391	1 988 591	- 1,6 %
+ Charges de personnel	4 083 488	4 243 025	4 295 141	4 345 495	4 296 730	1,3 %
+ Subventions de fonctionnement	333 856	263 351	293 402	279 243	293 309	- 3,2 %
+ Autres charges de gestion	125 947	129 779	133 905	129 710	133 689	1,5 %
Charges de gestion	6 660 178	6 860 869	6 883 977	6 907 840	6 712 318	0,2 %

Source : chambre régionale des comptes, à partir des comptes de gestion de la collectivité (direction générale des finances publiques).

⁶¹ Avant 2017, Beuvry appartenait à la communauté d'agglomération de l'Artois dite « Artois Comm ».

⁶² Elles correspondent au fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) et au fonds national de garantie individuelle de ressources (FNGIR). Le FPIC est un dispositif de péréquation horizontale au sein du bloc communal, qui consiste à prélever une fraction des ressources fiscales de certaines collectivités pour la reverser à des collectivités moins favorisées. Le FNGIR permet d'assurer à chaque collectivité territoriale, par l'intermédiaire d'un prélèvement ou d'un reversement, que les ressources perçues après la suppression de la taxe professionnelle sont identiques à celles perçues avant cette suppression.

Les charges de personnel se sont stabilisées à hauteur de 4,3 M€ depuis 2017⁶³. Le léger repli de la masse salariale constatée en 2020 est dû à la crise sanitaire (pas de recrutement d'agent saisonnier, report du recrutement d'un agent d'état civil, moins d'heures supplémentaires, moins d'animateurs de centres de loisirs...).

Concernant les charges à caractère général, si elles étaient en légère augmentation entre 2016 et 2019 (+ 1,7 %), elles ont diminué de 7,7 % en 2020 (- 0,16 M€) en raison de la crise sanitaire, qui a entraîné une baisse des achats et des dépenses liées aux transports scolaires (cf. *infra*).

Les charges d'intérêt de la dette sont faibles sur la période et ne s'élèvent qu'à 31 293 € en 2020.

Au final, si les dépenses réelles de fonctionnement ont augmenté de 2,8 % entre 2016 et 2019 (+ 0,2 M€), elles ont diminué d'autant entre 2019 et 2020 pour s'élever à 7,03 M€.

5.2 La capacité d'autofinancement et le financement de l'investissement

Sur la période 2016 à 2020, la situation financière de la commune est équilibrée. En 2020, elle dégage de sa gestion courante un excédent d'1,3 M€⁶⁴, en augmentation de 10 % par rapport à 2016, avec 8 M€ de produits pour 6,7 M€ de charges.

Son épargne brute (1,2 M€ par an en moyenne), en forte augmentation, permet, chaque année, de couvrir l'annuité en capital des emprunts qui, par ailleurs, a pratiquement diminué de moitié en cinq ans, compte tenu de l'échéancier de remboursement.

En cumulé sur la période, l'épargne nette (4,7 M€) a financé près de 36 % des dépenses d'équipement (13,2 M€), la commune ayant choisi de limiter le recours à l'emprunt (0,5 M€)⁶⁵. Leur financement a été assuré, par ailleurs, par les subventions d'équipement (2,86 M€), le fonds de compensation de la TVA (2,06 M€), les autres recettes d'investissement hors emprunt (1 M€), ainsi que par la mobilisation du fonds de roulement à hauteur de 2,1 M€.

Ainsi, la commune n'a eu recours que très marginalement à l'emprunt, en 2018 à hauteur de 0,5 M€ et en 2020 (38 920 €). Fin 2020, le stock de la dette du budget principal n'est que d'1,3 M€⁶⁶. La capacité de désendettement est de seulement une année en fin de période, soit un indicateur très favorable.

Au final, la situation financière est très satisfaisante entre 2016 et 2020, avec une capacité d'autofinancement qui permet de financer le remboursement en capital de la dette.

⁶³ La hausse constatée en 2017 concerne uniquement la rémunération principale des agents titulaires. Elle est due aux dispositifs nationaux tels que la revalorisation du point d'indice de la fonction publique (+ 12 000 €), la mise en œuvre du protocole relatif aux parcours professionnels, carrières et rémunérations et le transfert primes point (+ 23 000 €). La pérennisation de la situation de certains agents à l'issue de contrats aidés ou de contrat de remplacement a entraîné un coût supplémentaire de 50 000 €.

⁶⁴ L'épargne de gestion ou excédent brut de fonctionnement s'entend hors opérations financières et exceptionnelles.

⁶⁵ Cf. annexe n° 7.

⁶⁶ Montant inscrit au compte administratif 2020 (cf. *supra*).

5.3 Les principales dépenses d'équipement

Avec deux hausses importantes en 2016 et 2018, l'investissement est resté soutenu de 2016 à 2019 (3 M€ en moyenne par an) mais a nettement diminué en 2020 (1,2 M€) en raison de la crise sanitaire (cf. *infra*).

Les dépenses d'équipement de la commune de Beuvry, entre 2016 et 2020, sont plus élevées que la moyenne des communes du département du Pas-de-Calais dont la population est comparable⁶⁷ (273 € par habitant contre 233 €) et que celles de la communauté d'agglomération de Béthune-Bruay, Artois Lys Romane, à l'exception de l'exercice 2020.

Tableau n° 4 : Évolution des dépenses d'équipement par rapport à celles des communes du Pas-de-Calais de même strate et de la CABBALR entre 2016 et 2020

(en €)	2016	2017	2018	2019	2020	En moyenne sur la période 2016 à 2020
Dépenses d'équipement/habitant à Beuvry	359	256	324	302	125	273
Moyenne des communes comparables du Pas-de-Calais (en €/hab.)	194	297	205	312	161	233
Moyenne des communes de la CABBALR (en €/hab.)	/	226	226	226	227	/

Source : chambre régionale des comptes, à partir des comptes de gestion de la collectivité (direction générale des finances publiques).

Au vu de la présentation fonctionnelle dans les comptes administratifs, elles ont été essentiellement consacrées à l'aménagement et à l'urbanisme (61 %), aux services généraux (14 %)⁶⁸, au sport et à la jeunesse (11 %) et aux établissements scolaires (7 %).

L'effort de la commune s'est surtout porté sur la création d'équipements nouveaux et sur les travaux d'entretien de son patrimoine. Sur la période 2016 à 2020, plus de la moitié des dépenses d'équipement⁶⁹ correspondent à des travaux consacrés à la création du pôle sportif « Léo Lagrange » (1,9 M€), aux travaux de voirie (1,67 M€), à la rénovation du centre-ville de la place Salengro (1,63 M€) et à celle de l'éclairage public (0,94 M€), ainsi qu'à l'aménagement d'un skate park et du square Quinty (0,7 M€). Les autres dépenses concernent des acquisitions immobilières (0,4 M€)⁷⁰, la création de cabinets médicaux (0,28 M€), les travaux dans les écoles (0,25 M€) ainsi que la défense incendie (0,1 M€).

⁶⁷ Cf. annexe n° 8.

⁶⁸ Travaux sur divers bâtiments et équipements publics, achats de matériel...

⁶⁹ Cf. annexe n° 9.

⁷⁰ Dont 0,1 M€ pour l'achat de parcelles de terrains dans le cadre de la lutte contre les inondations.

Dans le cadre de la lutte contre les inondations (cf. *supra*), la commune intègre de façon systématique la thématique de la gestion des eaux pluviales dans chacun de ses dossiers de travaux, quels qu'ils soient : infrastructure, bâtiment, travaux neufs, rénovation. Cela a été le cas pour le pôle sportif « Léo Lagrange », les parkings rues Jean Jaurès, Henri Lefebvre et place Roger Salengro.

La stratégie patrimoniale de la commune s'appuie essentiellement sur ses services, techniques, notamment afin d'identifier les opérations d'équipement ou les travaux d'entretien nécessaires. Elle dispose également d'outils lui permettant de connaître les consommations d'énergie par bâtiment.

5.4 Les perspectives financières

5.4.1 L'exécution du budget 2021

La commune a adopté son budget primitif le 29 mars 2021 et une seule décision budgétaire modificative a été prise en septembre 2021, pour des ajustements de crédits en fonctionnement et en investissement.

Les prévisions budgétaires prévoyaient 8,06 M€ de dépenses réelles de fonctionnement, soit une hausse d'1,03 M€ par rapport à 2020 concernant surtout les charges de personnel (0,8 M€). Les recettes à hauteur de 8,22 M€ étant légèrement inférieures à celles de l'année précédente (8,29 M€), la capacité d'autofinancement brute ne s'élèverait qu'à 138 000 €, en net repli par rapport à 2020 (1,26 M€)⁷¹.

Les dépenses d'investissement s'élèveraient à 3 M€ en raison essentiellement des dépenses d'équipement (2,87 M€) et les recettes seraient à hauteur d'1,4 M€.

Fin 2021, au vu des données provisoires transmises par le comptable public, 87,9 % des dépenses réelles de fonctionnement étaient réalisées (7 M€). En particulier, certains recrutements prévus ne seraient pas effectués et seulement 32,7 % des dépenses réelles d'investissement, hors restes à réaliser, étaient exécutées (1,27 M€).

5.4.2 Les conséquences de la crise sanitaire en 2020

Dès le 17 mars 2020, la commune a mis en œuvre le plan communal de sauvegarde, approuvé en décembre 2017. Elle a poursuivi au mieux son activité avec des services placés en télétravail, essentiellement les services administratifs. D'autres comme les services techniques (agents d'entretien), l'action sociale et la police municipale ont maintenu leur présence auprès des usagers.

⁷¹ Cf. annexe n° 10.

Les services scolaires et la jeunesse étaient soit en télétravail, soit en autorisations spéciales d'absence, compte tenu de l'impossibilité d'exercer leur mission durant le premier confinement. Une école est restée ouverte uniquement pour les enfants des personnels hospitaliers (entre 6 et 14 enfants accueillis en 2020 et 13 en 2021).

Le retour en présentiel pour l'ensemble du personnel communal a eu lieu fin avril 2021.

Par ailleurs, la crise sanitaire a eu des conséquences financières sur l'exécution du budget 2020, qui ont été présentées dans le rapport d'orientations budgétaires 2021⁷². La commune n'a pas utilisé les dispositifs budgétaires exceptionnels proposés par la circulaire interministérielle du 24 août 2020⁷³.

La collectivité a fait l'acquisition de masques, gel hydroalcoolique, plexis, hors groupement de commandes de la communauté d'agglomération, pour un montant total de 55 000 €, dont 10 680 € ont été pris en charge par l'État⁷⁴. L'achat de produits d'entretien a entraîné une dépense supplémentaire de 11 500 €. De plus, une « prime Covid » a été versée aux agents municipaux ayant assuré une activité en présentiel (4 650 € au total) au cours de l'exercice 2020.

Pour aider les commerçants locaux, la commune a accordé une aide exceptionnelle s'élevant, au total, à 7 000 € et a décidé d'appliquer les dispositions de l'article 21 de la loi du 19 juillet 2021 de finances rectificative qui permet d'octroyer le dégrèvement de la part de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour l'exercice 2021 pour les locaux ayant fait l'objet d'une fermeture administrative entre le 15 mars 2021 et le 8 juillet 2021 et dont les propriétaires ont accordé une remise totale des loyers au titre de l'année 2021.

En prenant en compte l'aide de l'État pour l'achat de masques, les dépenses supplémentaires s'élèvent à 67 470 € nets à la charge de la commune.

Si la crise sanitaire a entraîné des coûts majorés en fonctionnement, certains postes sont en baisse (- 211 300 €) en raison de la fermeture des centres de loisirs durant les vacances d'avril, des restrictions concernant les vacances estivales ainsi que de la diminution des dépenses courantes concernant la médiathèque, la restauration et les frais de transports scolaires, ainsi que les manifestations festives⁷⁵.

Les pertes de recettes sont estimées, au total, à 133 900 €. Elles concernent, essentiellement, les ressources d'exploitation (- 77 600 €), dues à la baisse d'activité dans presque tous les services rendus à la population (restauration scolaire, accueils de loisirs sans hébergement, accueils de la petite enfance, prestations culturelles et sportives) et les recettes fiscales indirectes (- 56 300 € pour les droits de mutation, perçus à l'occasion des transactions immobilières).

⁷² Cf. annexe n° 11.

⁷³ Circulaire qui vise à préciser les mesures d'adaptation du cadre budgétaire et comptable des collectivités territoriales et de leurs établissements publics concernant le traitement des dépenses liées à la crise sanitaire de la Covid-19.

⁷⁴ Cf. circulaire du ministre de la Cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales du 6 mai 2020 qui précise que, du 13 avril 2020 au 1^{er} juin 2020, l'État contribuera aux achats de masques par les collectivités locales à hauteur de 50 %. En l'espèce, tous les achats de masques effectués par Beuvry n'ont pas été pris en charge par l'État car hors période d'éligibilité comprise entre le 13 avril et le 1^{er} juin 2020.

⁷⁵ La commune a récupéré 13 000 € sur les subventions versées aux associations lorsque les animations ou événements n'ont pu avoir lieu (annulation d'une manifestation organisée par l'association Léo Lagrange).

Toutefois, après compensation par des recettes exceptionnelles de la caisse d'allocations familiales (6 060 €) et de la direction départementale de la cohésion sociale (7 497 €) pour l'organisation d'accueil de loisirs durant la crise sanitaire, les pertes se réduiraient à 120 343 €.

Globalement et au final, l'impact de la crise sanitaire sur le budget de fonctionnement 2020 est relativement neutre pour la commune (+ 23 487 €).

Tableau n° 5 : L'impact de la crise sur le budget 2020

Section de fonctionnement	Dépenses	Recettes
En +	67 470 €	13 557 €
En -	211 300 €	133 900 €
Sous-total	- 143 830 €	- 120 343 €
Total	+ 23 487 €	

Source : chambre régionale des comptes, à partir des données de la commune.

En investissement, la crise sanitaire a entraîné des retards dans la livraison des chantiers tels que les travaux d'aménagement de voirie et ceux de rénovation de l'éclairage public, décalés en fin d'année 2020. D'autres ont été reportés en 2021 comme, par exemple, les travaux hydrauliques du Quesnoy (cf. *supra*). Toutefois, aucun projet n'a été remis en question, ou revu à l'économie.

5.4.3 Les tendances 2022 à 2025

La commune ne dispose pas de projection financière. Le seul document pluriannuel en sa possession correspond à un programme de travaux relatif aux principales opérations d'équipement à réaliser pour les années 2022 à 2025. Ce document de travail interne⁷⁶, qui ne fait pas l'objet d'une présentation devant l'assemblée délibérante, sert d'outil d'aide à la décision lors des arbitrages à rendre durant les préparations budgétaires (choix sur l'opportunité de la date de démarrage des travaux les plus importants). Il fait uniquement état des plans de financement envisagés et précise, pour certaines opérations, la répartition des dépenses sur les exercices à venir. Toutefois, il ne mentionne pas les dépenses d'équipement effectivement réalisées, ni leur impact en matière d'endettement ou de fonctionnement.

La chambre, pour sa part, a réalisé une prospective financière sur la période 2022-2025⁷⁷, qui s'appuie sur les tendances observées entre 2016 et 2019, hors exercice 2020 impacté par la crise sanitaire ainsi que sur les données provisoires de l'exécution de l'exercice 2021. Cette simulation est à prendre avec la précaution d'usage, surtout au regard d'un contexte incertain lié aux effets à moyen et long terme de la crise sanitaire. Elle n'a d'autre objet que de permettre d'engager la réflexion sur la soutenabilité budgétaire de la commune.

⁷⁶ Les utilisateurs en interne de ce document sont le maire, le premier adjoint aux finances, l'adjoint aux travaux, le directeur général des services, le directeur des services techniques, la directrice financière.

⁷⁷ Cf. annexe n° 12.

En recettes de fonctionnement, le surclassement démographique de la commune à compter du 1^{er} janvier 2022 ne devrait pas entraîner une augmentation de la dotation forfaitaire. Par ailleurs, la progression des ressources fiscales pourrait être limitée à 1 % par an⁷⁸ compte tenu de la faible croissance démographique de la commune (+ 0,4 % entre 2016 et 2020).

Les dépenses de fonctionnement augmenteraient selon un rythme légèrement supérieur à celui de la période précédente, eu égard à l'incidence probable des investissements créés au cours de la période précédente sur les charges de gestion à compter de 2022, s'agissant notamment de celles de personnel (+ 2,5 % par an en moyenne) et de celles à caractère général (+ 1 % par an en moyenne). De plus, si certaines dépenses avaient diminué en 2020 du fait de la crise sanitaire, elles devraient repartir à la hausse en 2021 avec la reprise de l'activité des services rendus à la population (écoles, centres de loisirs...), fermés durant les périodes de confinement.

Au vu des données transmises par la commune, les dépenses d'équipement devraient se maintenir à un niveau proche de celui de la période précédente, soit 12,8 M€ entre 2021 et 2025. Les principales opérations correspondraient à la construction d'une école de musique (2,6 M€ TTC), la restauration de l'église (2 M€ TTC) et l'aménagement d'un terrain synthétique (1,2 M€ TTC).

Sur ces bases, la situation financière de la commune resterait satisfaisante avec une capacité d'autofinancement (CAF) brute de 0,95 M€ en 2025, en diminution par rapport à 2020 (- 0,3 M€) et une CAF nette qui resterait positive (+ 0,5 M€). Si la collectivité maintient son important programme d'investissements, elle devra, pour le financer, soit mobiliser son fonds de roulement, comme au cours de la période précédente, soit recourir à l'emprunt. Dans cette dernière hypothèse, les projections, montrent que le financement des dépenses d'équipement par l'emprunt resterait soutenable. La capacité de désendettement ne s'élèverait, en effet, qu'à 4,5 années fin 2025, loin du seuil d'alerte de 12 ans.

Compte tenu de son ambitieux programme d'investissement pour la période 2021 à 2025, la chambre recommande à la commune de faire valider par l'assemblée délibérante un programme pluriannuel d'investissement, qui traduit son projet de territoire à moyen terme, accompagné de son plan de financement.

Recommandation n° 3 : faire approuver par le conseil municipal le programme pluriannuel d'investissement et le plan de financement associé.

Si, dans sa réponse, la maire précise que chaque opération d'investissement fait l'objet d'une délibération et d'un plan de financement associé, elle s'engage à mettre en œuvre la recommandation de la chambre.

⁷⁸ Elle était d'1,4 % par an en moyenne entre 2016 et 2020.

CONCLUSION INTERMÉDIAIRE

Appréciée à l'aune de son épargne et de son endettement, la situation financière de la commune de Beuvry est satisfaisante sur toute la période 2016 à 2020.

Les recettes réelles de fonctionnement, en léger repli d'1,8 % en raison de la crise sanitaire, s'élèvent à 8,29 M€ en fin de période. Si ses recettes fiscales sont nettement inférieures à celles des communes de même strate, la collectivité bénéficie d'importantes ressources institutionnelles ainsi que de la fiscalité reversée. Ses dépenses réelles (7 M€), qui sont nettement inférieures à ses recettes, lui permettent de dégager une capacité d'autofinancement confortable.

Sur l'ensemble de la période, les ressources propres de la commune ont été suffisantes pour financer ses dépenses d'équipement, qui témoignent d'une volonté forte en matière de création d'équipements nouveaux et d'entretien de son patrimoine. Elle a fait le choix de mobiliser ses ressources disponibles plutôt que de recourir à l'emprunt.

En 2020, sa situation financière n'a été que peu affectée par la crise sanitaire. Compte tenu de son important programme d'équipement, la commune pourrait utilement faire valider par l'assemblée délibérante un plan pluriannuel d'investissement qui traduise sa stratégie en termes de projet de territoire et de financement.

*
* *

ANNEXES

Annexe n° 1. Coût estimé des heures non travaillées	35
Annexe n° 2. Évolution de l'absentéisme de 2016 à 2020.....	36
Annexe n° 3. Réseau hydrographique de Beuvry	37
Annexe n° 4. Investissements réalisés par la commune dans le cadre de la lutte contre les inondations.....	38
Annexe n° 5. Analyse financière synthétique 2016-2020.....	39
Annexe n° 6. Évolution des dotations et participations 2016 à 2020.....	40
Annexe n° 7. Évolution du financement de l'investissement entre 2016 et 2020.....	41
Annexe n° 8. Liste des communes du département du Pas-de-Calais d'importance démographique comparable	42
Annexe n° 9. Principaux investissements de la commune entre 2016 et 2020	43
Annexe n° 10. Prévisions budgétaires 2021	44
Annexe n° 11. Estimation de l'impact de la crise sanitaire sur le budget 2020.....	45
Annexe n° 12. Prospective financière 2022-2025 (ajustement par la dette).....	46

Annexe n° 1. Coût estimé des heures non travaillées

	Valeur	Calcul
Volumes d'heures non effectuées par agent	74	a
ETP de la collectivité (2020) des agents titulaires et non-titulaires (hors contrats aidés)	115,47	b
Heures totales non effectuées	8 544,8	$a * b = c$
Équivalence en ETP des heures non produites	5,3	$c / 1 607 = d$
Rémunérations du personnel 2020** (charges sociales comprises) de la commune uniquement pour les agents titulaires et non-titulaires (hors contrats aidés)	4 280 890 €	e
Dépenses par ETP	37 074 €	$e / b = f$
Coût minimum des heures non travaillées	196 492 €	$d * f = g$

Source : chambre régionale des comptes à partir du compte administratif 2020 de la collectivité.

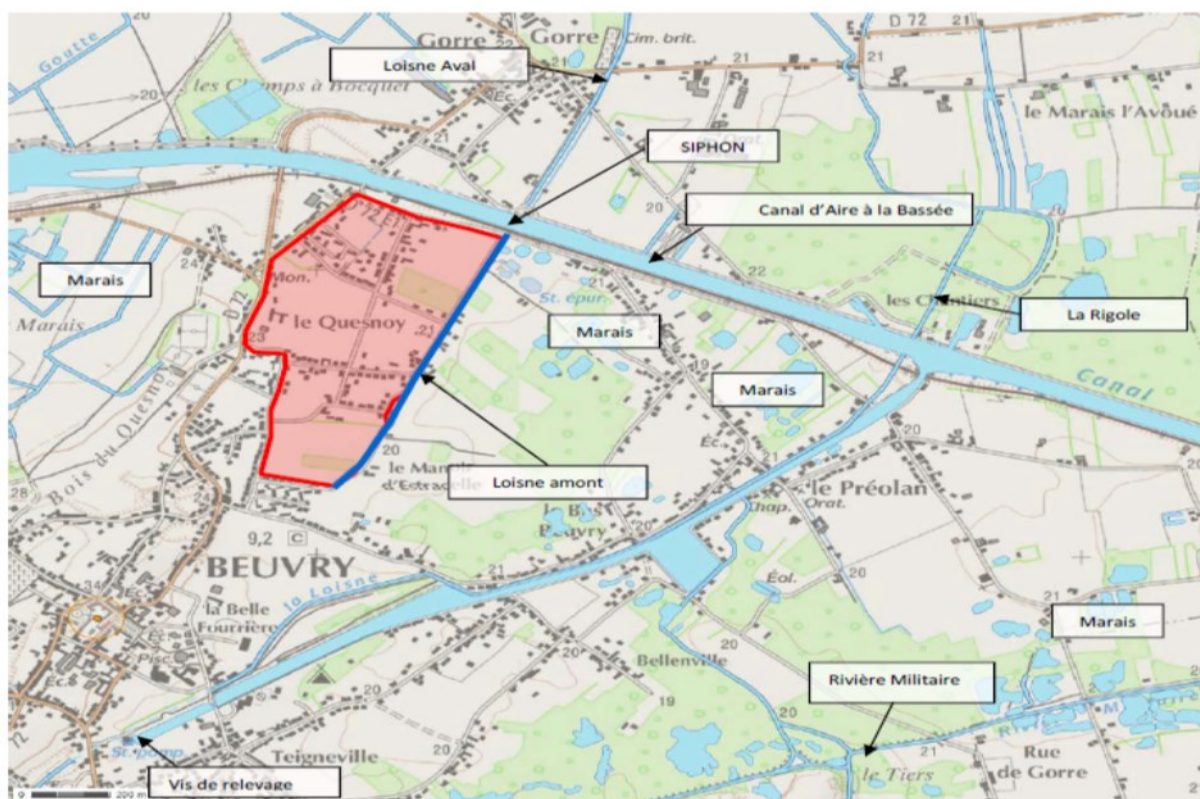
** Hors atténuations de charges.

Annexe n° 2. Évolution de l'absentéisme de 2016 à 2020

(en jours)	2016	2017	2018	2019	2020	Variation 2016-2020
Maladie ordinaire	3 476	3 062	2 727	2 623	3 927	3,10 %
Longue maladie, maladie de longue durée, grave maladie	1 917	2 058	1 958	1 776	1 141	- 8,90 %
Accidents de travail (imputables au service ou au trajet) maladies professionnelles	593	1 062	906	552	1 265	20,90 %
Maternité, paternité, adoption	84	0	11	307	262	32,90 %
Autres raisons (hors absences syndicales)	64	66,5	64,5	76	52,5	- 4,20 %
Total jours d'absence	6 134	6 248,5	5 666,5	5 334	6 647,5	2 %
Total effectif équivalents temps plein	122,2	120,8	113,3	115,27	115,47	- 5,50 %
Taux d'absentéisme	16,8 %	17,1 %	15,5 %	14,6 %	15,6 %	/

Source : chambre régionale des comptes, à partir des données de la commune.

Annexe n° 3. Réseau hydrographique de Beuvry



Source : carte issue du dossier de demande de déclaration d'intérêt général et d'autorisation de travaux au titre de la Loi sur l'Eau transmis par la commune.

Annexe n° 4. Investissements réalisés par la commune dans le cadre de la lutte contre les inondations

(en €)	Montant dépenses	Montant recettes
Année 2017	68 427,54	
Acquisition parcelle AR185	60 878,54	
Acquisition parcelle AR418	7 549,00	
Année 2018	260 146,80	28 655,38 (DETR)
Acquisition parcelles AS77 et 83	4 996,64	
Acquisition parcelles AS80 et 791	854,00	
Frais de géomètre et bornage	1 728,00	
Maîtrise d'œuvre	17 266,60	
Publicité Appel d'offres	607,08	
Relevé de géomètre	10 140,00	
Travaux aménagements hydrauliques	220 953,60	28 655,38 (DETR)
Travaux de sondages	3 600,88	
Année 2019	73 879,09	19 103,59 (DETR)
Maîtrise d'œuvre	12 000,00	
Travaux aménagements hydrauliques	61 154,76	19 103,59 (DETR)
Travaux déplacement poteau de téléphone	724,33	
Année 2020	3 276,00	
Frais de géomètre : délimitation parcelles AR 184/187/188	1 740,00	
Relevé topographique AR 166/428	1 536,00	
Année 2021	119 348,89	
Acquisition parcelles AR 184/187/188 :	12 000,00	
Maîtrise d'œuvre	5 563,40	
Relevé topographique	7 980,00	
Travaux aménagements hydrauliques	89 443,20	
Travaux de sondage	4 362,29	
Total général	525 078,32	47 758,97

Source : chambre régionale des comptes, à partir des données transmises par la commune.

Annexe n° 5. Analyse financière synthétique 2016-2020

	(en €)	2016	2017	2018	2019	2020
1	Recettes réelles de fonctionnement	8 447 482	8 551 035	8 509 169	8 482 527	8 294 955
2	dont recettes de la fiscalité locale	3 922 527	3 847 621	4 065 829	4 180 571	4 102 251
3	dont recettes fiscales versées par l'intercommunalité et l'État	955 245	1 108 458	1 057 529	1 060 956	1 054 155
4	dont dotation globale de fonctionnement provenant de l'État	1 972 167	1 995 661	2 048 394	2 049 090	2 057 386
5	Dépenses réelles de fonctionnement	7 016 697	7 418 708	7 131 321	7 216 448	7 026 824
6	dont charges à caractère général	2 116 887	2 224 714	2 161 528	2 153 391	1 988 591
7	dont charges de personnel	4 083 488	4 243 025	4 295 141	4 345 495	4 296 730
8	dont subventions de fonctionnement aux associations	333 856	263 351	293 402	279 243	293 309
9	dont intérêts de la dette	56 346	50 362	40 518	35 557	31 293
10	Capacité d'autofinancement brute ⁷⁹	1 146 785	1 132 326	1 324 948	1 227 946	1 262 330
11	Annuité en capital de la dette	312 788	317 280	326 252	221 942	176 432
12	Capacité d'autofinancement nette (= 10 - 11)	833 997	815 047	998 696	1 006 004	1 085 898
13	Recettes d'investissement hors emprunt	1 395 774	1 508 086	919 619	970 525	1 139 518
14	Financement propre disponible ⁸⁰ (= 12 + 13)	2 229 772	2 323 132	1 918 314	1 976 528	2 225 416
15	Dépenses d'équipement	3 408 759	2 486 342	3 162 333	2 956 427	1 200 337
16	Nouveaux emprunts de l'année	0	0	500 000	0	38 920
17	Encours de dette du budget principal au 31/12 ⁸¹	2 427 646	2 110 268	2 284 976	2 064 564	1 927 211
18	Capacité de désendettement BP en années (dette/CAF brute du BP) ⁸²	2,1	1,9	1,7	1,7	1,5

Source : chambre régionale des comptes, à partir des comptes de gestion.

⁷⁹ La capacité d'autofinancement brute correspond à l'épargne dégagée par l'activité courante de la collectivité sur un exercice. Elle devient disponible pour couvrir tout ou partie des dépenses d'investissement, y compris l'amortissement du capital de la dette. La CAF brute moins ce dernier constitue la capacité d'autofinancement nette.

⁸⁰ Le financement propre disponible : il correspond aux ressources hors emprunt dont dispose la collectivité pour financer ses dépenses d'équipement.

⁸¹ Conformément aux méthodes appliquées par les juridictions financières, l'encours de dette correspond au compte 16 (hors compte 1688 « Intérêts courus »).

⁸² La capacité de désendettement : elle mesure le nombre d'années qu'il faudrait pour rembourser la totalité des emprunts que la collectivité a contractés si sa capacité d'autofinancement était intégralement consacrée à ce remboursement.

Annexe n° 6. Évolution des dotations et participations 2016 à 2020

(en €)	2016	2017	2018	2019	2020	Variation annuelle moyenne
Dotation Globale de Fonctionnement	1 972 167	1 995 661	2 048 394	2 049 090	2 057 386	1,06 %
Dont dotation forfaitaire	1 494 332	1 437 240	1 442 255	1 445 149	1 429 837	- 1,10 %
Dont dotation d'aménagement	477 835	558 421	606 139	603 941	627 549	7,05 %
Autres dotations	0	0	0	0	0	
Dont dotation générale de décentralisation	0	0	0	0	0	
FCTVA	0	36 113	29 880	19 464	18 981	
Participations	293 322	456 675	272 898	197 249	189 040	- 10,40 %
Dont État	90 410	104 023	66 808	22 355	26 179	- 26,64 %
Dont régions	0	5 655	5 000	5 330	6 920	
Dont départements	14 020	10 848	17 083	11 832	23 377	13,64 %
Dont communes	55 802	0	0	0	0	- 100,00 %
Dont groupements	0	0	0	0	0	
Dont fonds européens	0	0	0	0	0	
Dont autres	133 090	336 149	184 007	157 732	132 563	- 0,10 %
Autres attributions et participations	221 938	256 143	264 459	288 893	281 453	6,12 %
Dont compensation et péréquation	221 938	256 143	264 459	271 381	281 453	6,12 %
Dont autres	0	0	0	17 512	0	
= Ressources institutionnelles (dotations et participations)	2 487 427	2 744 592	2 615 630	2 554 696	2 546 860	0,59 %

Source : chambre régionale des comptes, à partir des comptes de gestion.

Annexe n° 7. Évolution du financement de l'investissement entre 2016 et 2020

Au 31/12 en €	2016	2017	2018	2019	2020	Cumul sur les années
= CAF nette ou disponible (A)	833 997	815 047	998 696	1 006 004	1 085 898	4 739 642
TLE et taxe d'aménagement	88 257	164 783	33 943	0	58 747	345 730
+ Fonds de compensation de la TVA (FCTVA)	282 498	512 373	365 713	471 441	423 741	2 055 765
+ Subventions d'investissement reçues hors attributions de compensation	720 302	703 303	423 832	382 475	633 597	2 863 508
+ Fonds affectés à l'équipement (amendes de police en particulier)	9 247	127 627	43 231	78 476	17 633	276 214
+ Produits de cession	295 471	0	52 900	38 133	5 800	392 304
= Recettes d'inv. hors emprunt (B)	1 395 774	1 508 086	919 619	970 525	1 139 518	5 933 521
= Financement propre disponible (A+B)	2 229 772	2 323 132	1 918 314	1 976 528	2 225 416	10 673 163
<i>Financement propre dispo / Dépenses d'équipement (y c. tvx en régie)</i>	65,4%	93,4%	60,7%	66,9%	185,4%	/
- Dépenses d'équipement (y compris travaux en régie)	3 408 759	2 486 342	3 162 333	2 956 427	1 200 337	13 214 199
Besoin (-) ou capacité (+) de financement propre	-1 335 885	-163 308	-1 243 059	-940 846	1 034 015	-2 649 082
+ Nouveaux emprunts	0	0	500 000	0	38 920	538 920
Mobilisation (-) ou reconstitution (+) du fonds de roulement net global	-1 335 885	-163 308	-743 059	-940 846	1 072 935	-2 110 162
Fonds de roulement net global (FRNG)	3 644 090	3 480 782	2 737 724	1 796 878	2 885 764	/

Source : chambre régionale des comptes, à partir des comptes de gestion.

Annexe n° 8. Liste des communes du département du Pas-de-Calais d'importance démographique comparable

SIRET	COMMUNE	POPULATION
21620516100013	LILLERS	9 910
21620637500018	OIGNIES	9 841
21620040200016	ARQUES	9 654
21620771200011	SALLAUMINES	9 654
21620667200018	PORTEL (LE)	9 157
21620473500163	ISBERGUES	8 745

Source : chambre régionale des comptes, à partir des données de l'Insee (recensement populations légales en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2021).

Annexe n° 9. Principaux investissements de la commune entre 2016 et 2020

en €	2016	2017	2018	2019	2020	Cumul sur les années 2016 à 2020
Aménagement d'un pôle sportif et abords de l'école Léo Lagrange	1 710 077	124 024	68 886			1 902 987
Travaux de voirie	248 016	267 229	510 312	280 810	364 716	1 671 083
Place Roger Salengro	11 340	3 044	995 532	618 215	6 128	1 634 259
Travaux de rénovation de l'éclairage public	214 056	56 859	197 431	172 203	297 069	937 618
Aménagements de terrains (Skate Park et square Quinty)	4 260	24 252	17 871	578 150	76 641	701 174
Réhabilitation de la cantine scolaire Chénier	29 828	495 125	24 926			549 879
Réfection des ponts Dominique et Thomas	261 959	270 766				532 725
Effacement des réseaux route de Lens, route nationale et rue Delbecque	0	305 475	159 785			465 260
Aménagement du parking rue Jean Jaurès et rue Henri Lefebvre		207 061	50 087	128 669	40 363	426 180
Création de la Maison des solidarités		38 838	318 246	49450		406 534
Travaux divers de bâtiment	116 360	150 907	23 502	51 899	52 002	394 670
Aménagement des abords du Moulin		73 894	103 520	171 083		348 497
Travaux hydrauliques quartier du Quesnoy			255 316	73 879	3 276	332 471

Source : chambre régionale des comptes, à partir des données transmises par la commune et des comptes administratifs.

Annexe n° 10. Prévisions budgétaires 2021

(en €)	Exécution 2020	Prévisionnel 2021
Recettes réelles de fonctionnement	8 294 955	8 220 400
dont recettes de la fiscalité locale	4 102 251	4 141 000
dont recettes fiscales versées par l'intercommunalité et l'État	1 054 155	1 051 000
dont dotation globale de fonctionnement provenant de l'État	2 057 386	2 043 000
Dépenses réelles de fonctionnement	7 026 824	8 061 400
dont charges à caractère général	1 988 591	2 284 700
dont charges de personnel	4 296 730	5 112 700
dont subventions de fonctionnement aux associations	293 309	301 500
dont intérêts de la dette	31 293	31 000
Capacité d'autofinancement brute	1 262 330	138 000
Annuité en capital de la dette	176 432	157 000
Capacité d'autofinancement nette (= 10 - 11)	1 085 898	- 19 000
Recettes d'investissement hors emprunt	1 139 518	1 373 791
Dépenses d'équipement	1 200 337	2 872 900
Nouveaux emprunts de l'année	38 920	0

Source : chambre régionale des comptes, à partir du compte de gestion 2020, du budget primitif et de la décision budgétaire n° 1 pour l'exercice 2021.

Annexe n° 11. Estimation de l'impact de la crise sanitaire sur le budget 2020

DEPENSES 2020		RECETTES 2020	
Objet	Montant	Objet	Montant
Covid19 (masques, gel, plexi, aides aux commerçants...)	.+60500	Abonnement médiathèque	-2100
Produits d'entretien	.+11000	Inscriptions école de gym	-2600
Manifestations culturelles	-8800	Inscriptions CLSH	-20200
École de gym	-3600	Inscriptions garderie	-9200
CLSH	-18500	Inscriptions cantine	-23400
Repas cantines	-97900	Inscription colonies	-7200
Manifestations festives	-24600	Droit de mutation à titre onéreux	-56300
Carburants	-13000	Locations de salles	-12900
Alimentation écoles	-7900		
Transports écoles et CLSH	-37000		
Total	-139800	Total	-133900

Source : données issues du ROB 2021 de la commune.

Annexe n° 12. Prospective financière 2022-2025 (ajustement par la dette)

(en milliers d'euros)	2022	2023	2024	2025
Produits de gestion (a)	8 240	8 303	8 366	8 430
<i>dont recettes fiscalité propre</i>	4 304	4 347	4 390	4 434
<i>dont recettes d'exploitation</i>	337	339	341	342
<i>dont dotations et participations</i>	2 568	2 586	2 604	2 622
Charges de gestion (b)	7 044	7 147	7 253	7 361
<i>dont charges à caractère général</i>	1 946	1 985	2 025	2 065
<i>dont charges de personnel</i>	4 665	4 735	4 806	4 879
<i>dont subventions de fonctionnement</i>	270	263	257	250
<i>dont autres charges de gestion</i>	162	164	165	167
Excédent brut de fonctionnement au fil de l'eau (a - b)	1 196	1 155	1 113	1 069
= CAF brute	1 106	1 052	998	949
- Remboursement de la dette en capital ancienne	156	152	152	152
- Remboursement de la dette en capital nouvelle	0	73	218	290
= CAF nette (c)	950	826	628	507
Recettes d'investissement hors emprunt (d)	956	1 200	1 332	1 200
Financement propre disponible (c + d)	1 906	2 027	1 960	1 708
Dépenses d'équipement (y c. travaux en régie)	2 600	3 400	2 600	2 600
Nouveaux emprunts de l'année	714	1 394	661	913
Encours de dette	2 330	3 498	3 788	4 259
Capacité de désendettement (dette/ CAF) en années	2,1	3,3	3,8	4,5
Encours de dette par habitant (en €)	244	365	394	441

Source : chambre régionale des comptes, à partir des tendances constatées.



RÉPONSE AU RAPPORT D'OBSERVATIONS DÉFINITIVES

COMMUNE DE BEUVRY
dont enquête nationale sur l'intercommunalité

(Département du Pas-de-Calais)

Exercices 2016 et suivants

Ordonnateur en fonctions pour la période examinée :

- Mme Nadine Lefebvre : réponse de 2 pages.

*« Les destinataires du rapport d'observations disposent d'un délai d'un mois pour adresser au greffe de la chambre régionale des comptes une réponse écrite. Dès lors qu'elles ont été adressées dans le délai précité, ces réponses sont jointes au rapport. **Elles engagent la seule responsabilité de leurs auteurs** » (article 42 de la loi n° 2001-1248 du 21 décembre 2001).*



Enregistrement CRC HDF
Le 17 mai 2022
GREFFE 2022-261

BEUVRY, le 17 MAI 2022

Madame le Maire
à

Monsieur Le Président de la Chambre
Régionale des Comptes
Hôtel Dubois de Fosseux
14, rue du Marché au Filé
62012 Arras Cedex

Affaire suivie par Jean-Luc DELELIS – Directeur Général des Services
NL/JLD/AJ

Objet : Réponses aux observations définitives relatives au contrôle des comptes et de la gestion de la Commune de Beuvry

Vos Réfs : ROP 2021-0002
Greffe n°2022-546

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre rapport d'observations définitives relatif au contrôle des comptes et de la gestion de la Commune de Beuvry.

Conformément aux dispositions de l'article L. 243-5 du code des juridictions financières, je vous prie de trouver ci-après les documents attestant de l'engagement de la Collectivité à se conformer aux recommandations prescrites par vos soins.

Lors de sa séance du 13 avril 2022, la chambre a arrêté les observations suivantes :

- 1. Rappel au droit unique : « publier l'ensemble des documents budgétaires sur le site internet de la commune, conformément aux dispositions des articles L. 2313-1 et R. 2313-8 du code général des collectivités territoriales ».**

Les différents documents budgétaires (Rapport d'Orientations Budgétaires, note de présentation, budget primitif et ses annexes, délibérations) ont été mis en ligne sur le site de la Ville.

Par ailleurs, le journal municipal relate l'exercice budgétaire 2022.

2. **Recommandation n°1** : « établir une convention-cadre avec le centre communal d'action sociale (CCAS) de Beuvry, précisant les relations fonctionnelles et financières avec la commune ».

La démarche a été engagée par les Collectivités et l'objectif d'une approbation d'une convention cadre est fixé pour le troisième trimestre 2022.

3. **Recommandation n°2** : « inscrire en restes à réaliser les seules dépenses ou recettes ressortant d'un engagement juridique devenu définitif au cours de l'exercice et qui n'ont pas encore fait l'objet de l'émission d'un mandat de paiement ou d'un titre de recettes ».

L'évolution des restes à Réaliser Dépenses et Recettes des années 2018 à 2021 démontre la volonté de la municipalité de se conformer au fondement juridique.

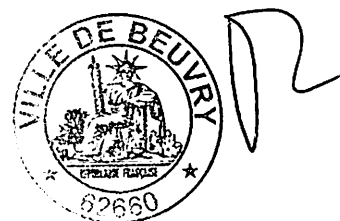
	RAR Dépenses	RAR Recettes
2018	2 181 600 €	635 500 €
2019	1 484 600 €	1 033 100 €
2020	854 100 €	408 400 €
2021	882 360 €	417 074 €

4. **Recommandation n°3** : « faire approuver par le conseil municipal le programme pluriannuel d'investissement et le plan de financement associé ».

La Municipalité tend à officialiser son Programme Pluriannuel d'Investissement qui a été présenté lors du Débat d'Orientation Budgétaire 2022.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le Maire
Nadine LEFEBVRE





Les publications de la chambre régionale des comptes
Hauts-de-France
sont disponibles sur le site :
www.ccomptes.fr/fr/crc-hauts-de-france

Chambre régionale des comptes Hauts-de-France
14 rue du Marché au Filé - 62012 Arras cedex

Adresse mél : hautsdefrance@ccomptes.fr